

Economics School of Louvain - ESL

Economics School of Namur - ESN

**Politiques commerciales et Conflits en
Afrique : Comment les politiques
commerciales affectent les conflits en
Afrique subsaharienne.**

Auteur : TENKWA TCHAKOUNTE Eugène

Promoteur : Joseph Gomes

Lecteur : Catherine GUIRKINGER

Année académique 2023-2024

Master en Sciences économiques – 120 crédits – Finalité : Spécialisé

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	ii
RÉSUMÉ	iii
ABSTRACT	iv
Liste des Tableaux et Figures	vi
1. Les Figures	vi
2. Les Tableaux	vi
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 : REVUE DE LA LITTÉRATURE	3
1. LES FONDEMENTS THÉORIQUES SUR LES POLITIQUES COMMERCIALES ET LES CONFLITS	3
2. LES CAUSES ET DÉTERMINANTS DES CONFLITS	8
CHAPITRE 2 : CONTEXTE ECONOMIQUE ET POLITIQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE.	12
1. COMMERCE INTERNATIONAL ET PERFORMANCE ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE. 12	
2. STRUCTURE DU COMMERCE INTERNATIONAL EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE.	16
CHAPITRE 3 : LES CONFLITS ET LES CANAUX DE TRANSMISSION DU COMMERCE INTERNATIONAL	22
1. LES CONFLITS EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE	22
2. Les différents conflits en Afrique subsaharienne.....	24
3. Les canaux de transmission du commerce international aux conflits	27
CHAPITRE 4 : Analyse Empirique	29
1. Méthodologie.....	29
2. Technique d'estimation.....	38
CONCLUSION	43
BIBLIOGRAPHIE	44
ANNEXE	48

REMERCIEMENTS

Réaliser ce travail de mémoire a été une activité de longue endurance car il est la résultante combinée de plusieurs efforts. Car depuis notre entrée à l'ESL de l'Université Catholique à Louvain-la-Neuve, nous avons bénéficié d'une aide variée et précieuse. Nous tenons donc à témoigner notre profonde gratitude à toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à l'accomplissement de ce projet.

C'est ainsi que nous exprimons premièrement notre profonde gratitude :

- ✚ A DIEU TOUT PUISSANT pour nous avoir permis de mener ce travail à son terme ;
- ✚ Au Professeur Joseph Gomes qui malgré ses multiples occupations a bien voulu nous écouter et nous a donné le privilège d'être notre promoteur ;
- ✚ Monsieur Diego Malo Rico pour les lectures attentives et ses critiques et encouragements qui ont été d'une importance capitale pas seulement à la réalisation de ce travail, mais aussi pour les recherches à venir.
- ✚ Au professeur Pierre Dehez et Mme Géraldine Carette. Pour le soutien académique et administratif et les encouragements à travailler dans la rigueur. Recevez ma profonde reconnaissance ;

Ensuite nous continuons à exprimer notre reconnaissance :

- ✚ A l'ensemble de l'administration de l'université Catholique de Louvain, Particulièrement nos sincères remerciements à l'ensemble du corps professoral et administratif de la Faculté d'ESPO et principalement de nos écoles, Economics Schools of Louvain (ESL) et Economics Schools of Namur (ESN), pour la qualité de la formation reçue tout au long de mon cursus académique ;
- ✚ Mes camarades de classe et amis de la promotion ECON2M qui m'ont accompagné tout au long de mon parcours et dans l'élaboration de ce mémoire.

Enfin, nous ne saurons terminer sans dire un grand merci :

- ✚ A ma famille pour leur soutien indéfectible, et leur encadrement dans ma vie en général et en particulier durant mon parcours scolaire et surtout dans le cadre de la rédaction de ce travail ;
- ✚ A mes amis pour leur soutien moral dans les différentes difficultés que nous avons eu à rencontrer afin de réaliser ce projet.

RÉSUMÉ

L'objectif de cette recherche est dans un premier temps de montrer le caractère instable du commerce international et de la société africaine. De ressortir par la suite les effets de l'ouverture commerciale sur les conflits en Afrique subsaharienne. Ainsi, après avoir présenté le contexte théorique et présenté quelques faits stylisés sur les politiques commerciales et les conflits en Afrique subsaharienne, nous avons utilisé un modèle de panel dynamique et sur les données de la UCDP, ALCED et de la banque mondiale, sur 33 pays de la zone d'Afrique subsaharienne et pour une durée de 21 ans, nous avons trouvés des coefficients significatifs et positifs. Indiquant une relation positive entre l'ouverture commerciale et les conflits dans la sous-région. Nous arrivons à la conclusion que la forte concentration des exportations en Afrique subsaharienne a entraîné une manifestation de l'effet de rapacité qui conduit à une augmentation des conflits en cas d'augmentation des recettes commerciale du fait de la cupidité et de la course effréné vers le gain, une augmentation des inégalités et du chômage, laissant ainsi des personnes au chômage à se convertir vers les activités illicites.

Mots clés : Ouverture commerciale, Conflit, Afrique subsaharienne

ABSTRACT

The objective of this research is, first of all, to demonstrate the unstable nature of international trade and African society. Subsequently, it aims to highlight the effects of trade openness on conflicts in Sub-Saharan Africa. After presenting the theoretical context and some stylized facts, we used a dynamic panel model based on data from the UCDP, ALCED, and the World Bank, covering 33 countries in the Sub-Saharan Africa region over a period of 21 years. We found significant and positive coefficients, indicating a positive relationship between trade openness and conflicts in the sub-region. We conclude that the high concentration of exports in Sub-Saharan Africa has led to the manifestation of a rapacity effect, which results in an increase in conflicts in the event of rising trade revenues due to greed and the frantic race for profit, increasing inequalities and unemployment, thus leaving unemployed individuals to turn to illicit activities.

Key Words : Trade openness, Conflict, Sub-saharan Africa

LISTE DES ABREVIATIONS

ACLED : Armed Conflict Location and Event Data
AGOA : American Growth Opportunity Act
APE : Accord et Partenariat Economique
ASS : Afrique subsaharienne
CAE : Communauté d'Afrique de l'Est
CEDEAO : Communauté Economique et Douanière des Etats d'Afrique de l'Ouest
CEEAC : Communauté économique des états d'Afrique centrale
CEMAC : Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale
CNUCED : Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le développement
COMESA : Marché Commun d'Afrique orientale et Australe
DF : Dicker Fuller
DFA/ADF : Dicker Fuller Augmente
DGRIS : Direction Générale des Relations et de la Stratégie
FAO : Organisation des Nation Unies pour l'Agriculture
GMM : Moment Généralisé
GMMD : Moment Généralisé Différentiel
IDH : Indice de Développement Humain
LSDV : Leed Square Dommies Variables
OMC : Organisation Mondiale du Commerce
ONU : Organisation des Nation Unies
PNUD: Programme des Nations Unies pour le Développement
RCA : République Centre Africaine
RDC : République Démocratique du Congo
SADC: Communauté de Développement de l'Afrique australe
UCDP: Uppsala Conflict Data Program
UE : Union Européenne
UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMA : Union du Maghreb Arabe
USA : United States of America
WDI : World Developpement Indicators

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

1. Les Figures

Figure 1 : Ratio exportation sur Pib -----	13
Figure 2 : Comparaison balance de paiement-----	15
Figure 3 : Balance de paiement ASS-----	16
Figure 4 : Commerce intra zone en ASS -----	18
Figure 5 : les évènements conflictuels par pays -----	23
Figure 6 : Structure des exportations. -----	28
Figure 7 : Répartition des fatalités par communauté économique de la sous-région ASS -----	48
Figure 8 : Somme des évènements par type et par communauté économique -----	48
Figure 9 : Somme des fatalités par région et par type d'évènement -----	49

2. Les Tableaux

Tableau 1 : Résumé coups d'Etat en ASS -----	26
Tableau 2 : Statistique descriptive des variables -----	30
Tableau 3 : Résultats Régression 1 -----	34
Tableau 4 : Résultats Régression 2 -----	37
Tableau 5 : résultats test de stationnarité de Levin Lin Chu -----	39
Tableau 6 : Résultats test de multi colinéarité -----	40
Tableau 7 : Résultats tests homoscédasticités -----	40
Tableau 8 : Résultats tests d'autocorrélations -----	41
Tableau 9 : Résultats test de normalité - -----	42

INTRODUCTION

Selon la théorie des avantages comparatifs de David Ricardo (1817) qui est une extension de la théorie d'avantage absolu d'Adam Smith (1776) chaque pays gagnerait à se spécialiser dans le bien pour lequel il a un avantage comparatif même s'il n'a pas d'avantage absolu pour ce bien, afin de bénéficier du commerce international. Selon le modèle de dotation factorielle de Heckscher, Ohlin et Samuelson (1933) le commerce international devrait être déterminé par le niveau de productivité de son avantage technologique. La forte croissance de la Chine, du Brésil et de l'Inde dans les années 80 grâce à l'augmentation de la production et à la commercialisation internationale amène les chercheurs à s'accorder à dire que l'ouverture commerciale est un facteur important dans le processus de croissance et même de développement. De plus les pays qui ont mis en place une politique de commerce extérieur ont pu résister à la crise économique des années 80 causé par la baisse des prix du pétrole. Tandis que les pays développés produisent de plus en plus des biens manufacturés à contenu technologique important, les pays d'Afrique subsaharienne sont focalisés dans la commercialisation des ressources naturelles ou encore des produits de base.

Les exportations en Afrique subsaharienne sont très peu diversifiées et sont représentés dans la plupart des pays par 3 ou 4 produits issus de l'exploitation des ressources naturelles. En Angola et en Guinée équatoriale, les exportations de pétrole et de gaz naturel représentent plus de 90% des recettes d'exportation (CNUCED 2021). Ceci est également observé au Tchad, au Congo Gabon où les produits de base représentent plus de 60% des exportations. L'Afrique subsaharienne ne représente que 3% du commerce international mondiale selon la CNUCED, et est caractérisé par la faible diversité des produits exportés et un commerce sous régional assez faible (Mignamissi et Avom 2017). Malgré cette faiblesse de l'activité d'exportation, le ratio des exportations sur le Pib reste assez élevé dans la zone (BAD : perspective économiques 2017). Le rapport entre les échanges commerciaux extérieur et le Pib de plusieurs pays avoisine les 70% dans plusieurs pays comme le Zimbabwe, le Sénégal et même le Gabon.

Du fait de la forte dépendance du PIB aux recettes pétrolières, la plupart des pays de la zone ont vus leurs PIB, solde courant et solde budgétaire décroître (DGRIS¹). Le syndrome hollandais traduisant les effets négatifs de la concentration des exportations se manifestent par une vulnérabilité de l'économie face à un choc extérieur qui viendrait rendre instable les recettes d'exportations. La forte concentration qui crée une forte dépendance vis-à-vis de certains produits entraîne une instabilité économique. L'instabilité économique, les inégalités créent des tensions politiques destinées au contrôle des ressources naturelles. Les crises successives issues de la dégradation de la situation économique résultant de l'exclusion de la population aux ressources et la mauvaise gouvernance entraînent des mécontentements et des manifestations

¹ Direction générale des relations internationales et de la stratégie dans l'étude perspective et stratégique 2015 : impact de la baisse du prix du pétrole sur les pays d'Afrique équatoriale

contre le système en place. Ce qui entraîne très souvent la formation des groupes terroristes, des coups d'Etat, et des guerres civiles.

Plusieurs théories associent l'ouverture commerciale à l'avènement des conflits. Bien que contradictoire, la théorie des couts d'opportunité et la théorie de la rapacité sont les principales théories reliant l'ouverture commerciale aux conflits (Paul Collier et Anke Hoeffler (1998, 2004), Philippe le Billon (2001, 2003) Satyanath, and Sergenti (2004)). Selon la théorie des coups d'opportunité, l'augmentation des recettes d'exportation conduit à une baisse des conflits à travers la distribution des revenus par le biais des salaires. Cependant que la théorie de rapacité implique de manière inverse une augmentation de conflit en réponse à l'augmentation des recettes commerciales par la cupidité et la course effrénée au gain. Les produits également destinés à l'exportation exercent également des effets différents sur les conflits. Il s'agit de produits agricoles, intensifs en main d'œuvre et les produits d'exportation issus des matières premières intensifs en capital. Les produits agricoles valorisent à la suite d'une augmentation des recettes d'exportation alors que les produits de base engendrent la course effrénée vers le gain en cas d'augmentation des recettes.

Même si les conflits en Afrique subsaharienne ne sont pas aussi violents que ceux du Moyen Orient et la région du Maghreb en Afrique du Nord, l'Afrique subsaharienne est la zone qui enregistre le plus de conflit. Selon les conflits enregistrés par l'ACLED, nous pouvons distinguer les émeutes, les conflits civils, les guerres transfrontalières, les manifestations et les violences envers les civils. L'Afrique de l'Est enregistre plus de 73660 conflits depuis 2015 soit 63.90% des conflits de la zone. Principalement représentée par les violences envers les civils avec 36.90% des conflits de la zone. L'Afrique de l'ouest enregistre 31.11% des conflits tandis qu'on enregistre 21.61% en Afrique centrale. Les conflits sont les événements qui entraînent le plus de fatalité. Le taux de fatalité dans le sud du continent est de 51.48%. La fréquence élevée des coups d'état en Afrique subsaharienne francophone est assez élevée. On décompte plus de 40 coups d'état avec un taux de réussite de plus de 60%.

La question est ici de savoir comment le commerce international influence les conflits en Afrique subsaharienne. Pour répondre à cette question, deux objectifs sont fixes. Le premier objectif est de montrer la situation instable en Afrique subsaharienne et ressortir les facteurs d'instabilités. Le deuxième objectif sera de ressortir les principaux canaux d'influence de l'ouverture commerciale aux principaux conflits. Pour mener à bien ce travail, nous formulons l'hypothèse que les traités internationaux réduisent les conflits transfrontaliers, et que les pays dépendant des recettes d'exportation enregistrent plus de conflits. Nous allons dans cette étude présenter dans un premier temps une revue de littérature dans lequel nous ressortons les différentes théories liant le commerce international aux conflits. Par la suite, nous allons présenter la structure du commerce en Afrique subsaharienne, et les liens causaux qui opèrent entre les deux variables. Nous allons terminer notre étude par l'analyse empirique à partir d'un modèle de panel dynamique.

CHAPITRE 1 : REVUE DE LA LITTÉRATURE

L'étude des politiques commerciales et des conflits est déterminante pour comprendre les dynamiques économiques et sociales, en particulier en Afrique. La politique commerciale affecte le commerce international et les relations économiques, tandis que les conflits affectent la stabilité et le développement des sociétés. Une revue complète de la littérature examine les fondations théoriques et empiriques de ces concepts ainsi que leurs interactions complexes.

Ce chapitre se divise en deux sections principales. La première section aborde les fondements théoriques des politiques commerciales et des conflits, en explorant les définitions et les théories économiques qui sous-tendent ces concepts. Nous examinerons les contributions de théoriciens classiques comme Adam Smith (1776) et David Ricardo (1817), ainsi que les perspectives modernes de chercheurs comme Bhagwati et Stiglitz. De plus, nous explorerons les différentes approches théoriques du conflit, en nous appuyant sur les travaux de Marx (1848), Coser Lewis (1956), et Burton et al. (1990).

La seconde section se concentre sur les causes et déterminants des conflits en Afrique subsaharienne. Concrètement, nous analyserons les variables économiques, politiques, sociales, environnementales et historiques qui alimentent les conflits. En mettant en lumière les multiples facettes des conflits et en identifiant les facteurs clés, nous espérons ainsi offrir une compréhension approfondie des dynamiques complexes qui sous-tendent les conflits dans cette région d'Afrique.

1. LES FONDEMENTS THÉORIQUES SUR LES POLITIQUES COMMERCIALES ET LES CONFLITS

Dans cette section, il s'agit pour nous de ressortir les bases théoriques de notre étude et nous passons en revue les diverses recherches empiriques existantes.

1.1. DÉFINITIONS

Les politiques commerciales et les conflits sont des concepts fondamentaux pour comprendre les dynamiques économiques et sociales en Afrique.

1.1.1. La politique commerciale

Selon Adam Smith (1776), la politique commerciale consiste à réguler le commerce international par l'imposition de tarifs douaniers, de restrictions quantitatives et d'autres mesures destinées à protéger les industries nationales. Il a critiqué les politiques mercantilistes de son époque et a préconisé le libre-échange, estimant que le libre-échange pourrait conduire à une allocation plus efficace des ressources et à une plus grande prospérité.

David Ricardo (1817) a poursuivi et élargi ces idées en proposant que la politique commerciale implique l'application de tarifs douaniers, de subventions, de quotas et d'autres mesures pour influencer le commerce extérieur en fonction de l'avantage comparatif d'un pays. Plus précisément, il a développé le concept d'avantage comparatif d'Adam Smith dans le libre-échange, en faisant valoir que les pays devraient se spécialiser dans la production de biens qu'ils peuvent produire de manière relativement plus efficace.

Nous pouvons donc dire que les politiques commerciales se réfèrent à l'ensemble des mesures prises par un gouvernement pour réguler ses échanges de manière libre avec le reste du monde. Ces mesures incluent les tarifs douaniers, les quotas, les subventions et les restrictions à l'importation et à l'exportation. Selon Bhagwati (2002), elles visent à protéger les industries nationales, à générer des revenus pour l'État et à influencer le volume et la nature des échanges internationaux. Les politiques commerciales peuvent être protectionnistes ou libérales, chaque approche ayant des implications différentes pour le développement économique et les conflits internes (Stiglitz, 2002).

1.1.2. Le conflit

Selon Marx (1848), le conflit est intrinsèque aux sociétés capitalistes et se manifeste principalement comme une lutte de classes entre la bourgeoisie (qui contrôle les moyens de production) et le prolétariat (qui vend sa force de travail).

Selon Coser (1956), le conflit est un combat pour des valeurs, des statuts, des pouvoirs et des ressources rares dans lequel les objectifs des opposants ne sont pas seulement de gagner les ressources désirées mais aussi de neutraliser, blesser ou éliminer leurs rivaux.

Burton (1990) quant à lui décrit le conflit comme un processus dynamique de différends perçus entre des individus ou des groupes qui résultent de besoins humains non satisfaits, tels que la sécurité, l'identité, la reconnaissance et le développement.

Les conflits se définissent donc comme des désaccords souvent violents entre groupes au sein d'un pays ou entre nations. En Afrique, ces conflits peuvent être de nature ethnique, politique, économique ou sociale. Les conflits résultent fréquemment de perceptions d'injustice, d'inégalités économiques et sociales, de compétition pour les ressources naturelles ou d'instabilité politique (Collier, (2007)). Dans "Greed and Grievance in Civil War", Collier et Hoeffler (2004) soulignent que les facteurs économiques, tels que la lutte pour le contrôle des ressources, sont des éléments clés dans l'émergence des conflits.

La relation entre politiques commerciales et conflits est complexe et multidimensionnelle. C'est pour cela qu'il est important de rappeler les notions qui ont été développées dans la littérature autour de ces concepts pour mieux cerner leur relation.

1.2. CONCEPTS THÉORIQUES ET EMPIRIQUES

La théorie économique du commerce extérieur stipule que la libéralisation du commerce extérieur entraîne des gains supplémentaires à l'économie. On suppose alors que le commerce extérieur augmente le revenu national. La relation entre le commerce extérieur et les conflits est très souvent passée par l'éloignement ethnique et géographique, la théorie des coûts d'opportunité et rapacité issue du revenu, la guerre des matières premières, la théorie de dépendance économique et les facteurs climatiques. Dans cette section nous rappelons la définition de ces concepts.

1.2.1 La théorie des coûts d'opportunité et rapacité issue du revenu

La théorie des coûts d'opportunité montre que l'augmentation du revenu rend le coût des conflits élevé, ce qui décourage les tensions. En même temps, la théorie de la rapacité montre que l'augmentation du revenu fait également augmenter le revenu contestable et il viendra augmenter la propension des conflits (Dube et Vargas, (2013) ; Bazzi et Blattman, (2014) ; Berman et al. (2017); Blair et al. (2021)). La théorie économique du crime et de l'insurrection considère le concept du coût d'opportunité, dans lequel les individus prennent des décisions rationnelles en comparant les avantages, coûts et risques associés à d'autres actions, y compris la criminalité et la participation à des soulèvements. Cette théorie suggère que les individus sont plus susceptibles de s'engager dans des comportements déviants, tels que la criminalité ou la rébellion, lorsque les avantages perçus l'emportent sur les coûts associés à ces actions.

1.2.2 L'effet de l'éloignement ethnique et géographique

Dans une autre étude portant sur l'effet de l'éloignement ethnique sur la réduction des conflits après l'augmentation des recettes d'exportation, Klaus Desmet et al. (2023) formulent trois hypothèses à vérifier. En premier, ils supposent que l'augmentation des recettes tirées des accords de commerce extérieur réduit les conflits. Deuxièmement, ils stipulent que les recettes d'exportation ne sont pas le seul élément limité par des coûts de transport et des tarifs douaniers. Des éléments intangibles limitent également les gains d'échanges, y compris l'ethnie et la langue. Troisièmement, ils soutiennent que le dénominateur commun de la source du plus grand conflit du monde est l'ethnicité. Sur la base de la mise en œuvre du projet AGOA en Afrique subsaharienne, en utilisant une grille spéciale à 55 km de l'équateur, ils examinent comment l'éloignement ethnique et la dispersion obstruent le pouvoir de la paix en Afrique subsaharienne. Ils constatent que les localités proches des échanges par les ports bénéficient de plus de facilité dans le commerce extérieur, et ces localités souffrent moins de conflits et de violences. En tant que tel, il y a un dividende de la paix du commerce extérieur. Cependant, si une localité est éloignée ethniquement, le dividende de la paix s'abaisse encore plus. On peut observer une baisse des gains du commerce extérieur sur les conflits. L'éloignement ethnique agit comme une barrière qui entrave la participation à l'économie mondiale, ce qui peut influencer la réduction des conflits en cas d'amélioration de l'accès au commerce.

Herschel I. et Grossman (2004) analysent les causes des échecs de règlement des conflits territoriaux entre les États et trouvent que les conflits territoriaux sont causés par plusieurs facteurs. La divisibilité territoriale (la difficulté de division territoriale), l'inégalité dans l'efficacité des ressources mobilisées (car Les différences dans l'efficacité des ressources mobilisées par les États peuvent rendre un règlement pacifique difficile à atteindre). Ces facteurs contribuent à la complexité des conflits territoriaux et peuvent influencer les décisions des États quant à la résolution pacifique ou belliqueuse de leurs différends. Les avantages stratégiques sont également des causes des conflits. A travers cette étude, ils formulent des solutions à adopter pour éviter les conflits. Il s'agit entre autres du renforcement de la crédibilité et de la promesse de non-agression, de la médiation internationale pour l'amélioration des coopérations et coordinations. On peut également citer l'encouragement à la limitation des frontières fixes, l'encouragement de la coopération économique et sociétale.

Erik O. Kimbrough al. (2017) à travers l'examen des principaux modèles économiques de la guerre et du conflit dans le but de mettre en évidence les implications qualitativement cohérentes des différents modèles économiques de conflit dans divers contextes, utilisent des données de laboratoire et de terrain, pour confirmer les implications de la théorie du conflit. Ils passent donc par une identification des défis importants auxquels les économistes sont confrontés dans la modélisation traditionnelle du conflit et suggèrent des pistes pour y remédier. Pour ce faire, ils examinent les implications cohérentes des différents modèles économiques de conflit allant des modèles de concours aux jeux de guerre d'attrition en passant par les modèles de conflit spatial. Ils ressortent quelques causes de la guerre telles que la manipulation, les incohérences politiques, les besoins économiques, les inégalités et les tensions sociales. Leurs résultats établissent quelques déterminants des conflits et de la violence tels que l'impact des chocs des ressources naturelles, l'influence des systèmes politiques et les inégalités.

1.2.3 La guerre des matières premières

Samuel Bazzi et Christopher Blattman. (2014) dans leur recherche examinent l'impact des chocs économiques, en particulier des fluctuations des prix des produits de base, sur la l'occurrence des conflits civils. Avec pour objectif principal d'analyser comment ces chocs économiques peuvent aggraver les tensions politiques et conduire à des situations de conflit. Ils se basent sur les données empiriques, les théories et études précédentes, pour mettre en lumière l'importance de comprendre comment les chocs économiques peuvent influencer la stabilité politique et la violence sociale. Se faisant, ils montrent que des niveaux de revenu plus élevés sont généralement associés à une plus grande stabilité politique, car les individus ont moins de raisons de se rebeller ou de participer à des conflits lorsqu'ils bénéficient de conditions économiques favorables. A contrario, des niveaux de revenu plus bas peuvent augmenter le risque d'instabilité en créant des tensions sociales liées à la pauvreté, au chômage et aux inégalités économiques. Cependant, il est important de noter que la relation entre le revenu et l'instabilité est complexe et peut être influencée par d'autres facteurs tels que la gouvernance, les inégalités sociales, et les politiques économiques. Les chercheurs ont donc constaté que les chocs de prix à l'exportation des produits de base ont un impact significatif sur la survenue de nouveaux conflits armés, ainsi que sur la persistance et l'intensité des conflits existants. Cela

suggère que les fluctuations des prix des produits de base peuvent influencer la dynamique des conflits à l'échelle mondiale.

Dube et Vargas (2013) examinent la relation entre les chocs des prix des matières premières et les conflits civils en Colombie. Ils essayent de montrer comment les fluctuations des revenus provenant des produits agricoles et des ressources naturelles influent sur la probabilité de conflits armés dans la région. Ils explorent alors deux effets opposés que les chocs de revenus peuvent avoir sur les conflits armés et examinent l'impact d'une baisse significative des prix du café dans les années 1990 sur les salaires et la violence dans les municipalités productrices de café en Colombie. Ils soulignent également les effets inverses des prix des produits agricoles par rapport à ceux des matières premières sur les conflits armés. Dans l'étude de Dube et Vargas (2013), les produits agricoles sont considérés comme intensifs en main-d'œuvre, ce qui signifie qu'ils nécessitent une main-d'œuvre importante pour leur production. Ainsi, lorsque les prix des produits agricoles augmentent, les salaires augmentent également, ce qui augmente le coût d'opportunité de participer à des activités conflictuelles. En revanche, les matières premières sont généralement moins intensives en main-d'œuvre, ce qui signifie qu'une augmentation de leurs prix peut générer des gains plus importants à se disputer, favorisant ainsi les activités de rapacité et augmentant les conflits. Dans le même sens, l'analyse transnationale de Besley et Persson (2011) montre que les catastrophes naturelles sont négativement corrélées avec le revenu par habitant et induisent une plus grande violence politique. De plus, l'étude de Brückner et Ciccone (2010) démontre que les chocs négatifs sur les prix des exportations augmentent le risque de guerre civile dans les pays d'Afrique subsaharienne.

1.2.4 La Théorie de la dépendance économique

James D. Fearon (2005) analyse comment la dépendance économique des pays aux exportations de matières premières peut être à l'origine de leurs instabilités et la multiplication des conflits internes. L'objectif étant d'identifier les implications politiques des liens entre les exportations de matières premières et les conflits internes tout en examinant comment les exportations de matières premières peuvent influencer la probabilité de déclenchement de guerres civiles. Ils s'appuient sur les hypothèses selon lesquelles les pays dépendant des exportations de matières premières sont plus enclins à être impliqués dans des guerres civiles. Également celui stipulant que les exportateurs de pétrole ont des États moins compétents en raison de leurs niveaux de revenus, ce qui peut favoriser les conflits internes. Il formule également l'hypothèse de dépendance aux exportations de matières premières qui traduit des institutions étatiques plus faibles, augmentant ainsi le risque de conflit. Ses résultats montrent qu'une dépendance aux exportations de matières premières peut offrir des opportunités de financement aux groupes rebelles, alimentant ainsi les conflits internes. De plus, les exportateurs de matières premières, en particulier de pétrole, peuvent avoir des États moins compétents et fiables en raison de leurs niveaux de revenus, ce qui peut créer un environnement propice aux conflits.

Nicolas Berman et al. (2011) examinent comment la composition des minéraux dans le sous-sol des pays africains influence la relation entre l'extraction minière et les conflits civils. Ils font l'hypothèse que les variations exogènes des prix mondiaux des minéraux auront un impact positif sur les conflits au niveau local en Afrique, et que la composition spécifique des minéraux

dans le sous-sol des pays africains influencera la relation entre l'extraction minière et les conflits civils et que le contrôle d'une zone minière par un groupe combattant contribuera à l'escalade de la violence du niveau local au niveau global. Sur la base de ces hypothèses, les objectifs sont d'examiner comment la composition des minéraux dans le sous-sol des pays africains influence la relation entre l'extraction minière et les conflits civils. En adoptant une méthode d'analyse des données de panel sur plusieurs pays Africain, ils trouvent que les principaux conflits en Afrique sont souvent le résultat de tensions ethniques, politiques, économiques et sociales, ainsi que de rivalités pour le contrôle des ressources naturelles. Ils précisent également que ces conflits sont complexes et nécessitent des approches multidimensionnelles pour être résolus de manière durable.

1.2.5 Les facteurs Climatiques

D'autres études soulignent l'importance de prendre en compte les facteurs climatiques dans l'analyse des conflits et de la stabilité politique. Les changements climatiques peuvent influencer les dynamiques sociales et économiques susceptibles de conduire à des situations de conflit. A cet effet Burke et al. (2009), Hsiang et al. (2011), ainsi que Miguel et al. (2004) ont trouvé des preuves suggérant que les chocs climatiques, tels que les variations des précipitations, peuvent accroître le risque de conflits. Ces recherches mettent en évidence comment les conditions climatiques extrêmes peuvent entraîner des répercussions sur la sécurité alimentaire, les ressources naturelles et les moyens de subsistance des populations, ce qui peut contribuer à l'instabilité et aux tensions sociales.

La relation entre le conflit et les politiques commerciales est essentielle pour comprendre les dynamiques économiques et sociales dans les pays en développement. En effet, les politiques commerciales, qu'elles soient protectionnistes ou libérales, ont un impact direct sur les ressources économiques disponibles et la répartition de ces ressources au sein de la société. Dans des contextes où les inégalités économiques et sociales sont nombreuses, une politique commerciale protectionniste peut redoubler les tensions en créant des disparités entre les groupes qui bénéficient des protections et ceux qui en sont exclus. À l'inverse, une politique de libre-échange peut générer des gains économiques globaux mais aussi des perdants locaux, alimentant des perceptions d'injustice et des sentiments de marginalisation. Ces dynamiques peuvent favoriser l'émergence de conflits internes, surtout lorsque les ressources naturelles ou les matières premières sont en jeu. Ainsi, la gestion des politiques commerciales doit être pensée de manière à promouvoir une répartition équitable des bénéfices économiques pour éviter de renforcer les facteurs de conflit. Cependant cette relation entre le revenu et les conflits reste très complexe.

2. LES CAUSES ET DÉTERMINANTS DES CONFLITS

Cette section examine en profondeur les différentes causes de conflits. En effet, les causes des conflits et des violences sont multifactorielles et peuvent varier en fonction de certains contextes spécifiques. Cependant, certaines causes courantes des conflits et des violences

incluent plusieurs variables qui sont mentionnées par plusieurs auteurs dans leurs recherches. Bazzi et Blattman (2014) distinguent les facteurs économiques tels que les inégalités économiques, la pauvreté, le chômage, les chocs économiques (comme les fluctuations des prix des matières premières), l'accès inégal aux ressources économiques, et les disparités de développement. Les facteurs politiques à savoir l'instabilité politique, la corruption, la mauvaise gouvernance, les conflits de pouvoir, les régimes autoritaires, les divisions politiques, les revendications territoriales et les luttes pour le contrôle des ressources politiques sont des éléments qui peuvent alimenter les conflits. Les facteurs sociaux comme les divisions ethniques, religieuses, culturelles, linguistiques, les discriminations, les injustices sociales, les tensions intercommunautaires, les mouvements de sécession, et les revendications identitaires peuvent être des sources de conflits. Les facteurs environnementaux (les changements climatiques, les catastrophes naturelles, la dégradation de l'environnement, la rareté des ressources naturelles, et les conflits liés à l'accès et à l'utilisation des ressources peuvent également contribuer aux conflits). Et même facteurs historiques : Les traumatismes historiques, les conflits passés non résolus, les héritages coloniaux, les frontières artificielles, et les tensions héritées du passé peuvent jouer un rôle dans la perpétuation des conflits. Les interventions étrangères, les rivalités géopolitiques, les intérêts économiques et stratégiques des acteurs internationaux, les ventes d'armes, et les influences extérieures peuvent également influencer les conflits.

On recense donc :

- L'exportation de matières premières (James D. Fearon, (2005) ; Herschel I. Grossman, (2004)) (en particulier de pétrole, et d'autres produits d'exportation issues de l'extraction des ressources naturelles) peut être un facteur déterminant dans le déclenchement des guerres civiles en raison de son impact sur l'économie et la politique des pays. On peut également y associer les produits agricoles tels que le café, le cacao etc... Les conflits peuvent découler de la compétition pour le contrôle des ressources naturelles, des territoires ou des marchés, amplifiant les tensions et les rivalités entre les parties en conflit. (Erik O. Kimbrough et al. (2011)).
- Revenu par habitant (James D. Fearon, (2005) ; Bazzi and Blattman, (2014) ; Herschel I. Grossman, (2004)) : Le niveau de revenu par habitant peut influencer la stabilité politique et sociale d'un pays, et donc sa propension à être en proie à des conflits internes. Le revenu peut affecter l'instabilité de plusieurs manières. Tout d'abord, des niveaux de revenu plus élevés sont généralement associés à une plus grande stabilité politique, car les individus ont moins de raisons de se rebeller ou de participer à des conflits lorsqu'ils bénéficient de conditions économiques favorables. Cependant, des niveaux de revenu plus bas peuvent augmenter le risque d'instabilité en créant des tensions sociales liées à la pauvreté, au chômage et aux inégalités économiques.
- Taille de la population (James D. Fearon, (2005)) : La taille de la population d'un pays peut également jouer un rôle dans la probabilité de conflits civils, en raison de la pression démographique et des tensions sociales qui peuvent en découler. Plus une population est

grande, moins le gouvernement a la possibilité de réduire les inégalités sociales qui peuvent entraîner des tensions sociales.

- Années de paix (James D. Fearon, (2005) ; Dube and Vargas, (2013)) : La durée de la paix dans un pays peut être un indicateur de sa stabilité politique et de sa propension à maintenir la paix ou à basculer dans un conflit. Les conflits non résolus du passé, les traumatismes historiques et les revendications territoriales peuvent continuer à alimenter les tensions et les violences.
- Taux de croissance économique (James D. Fearon, 2005 ; Herschel I. Grossman ; 2004) : Le taux de croissance économique d'un pays peut avoir un impact sur sa stabilité politique et sociale, et donc sur sa propension à être en proie à des conflits internes.
- La présence des groupes terroristes : Berman, et al. (2011) : Les groupes terroristes peuvent s'engager dans le commerce illégal de minéraux extraits des zones qu'ils contrôlent. Cette activité leur permet de générer des revenus sans passer par les canaux officiels, renforçant ainsi leur capacité financière. La lutte pour le contrôle des ressources naturelles telles que le pétrole, l'or, les terres agricoles, etc., peut être une source majeure de conflits, en particulier dans les régions riches en ressources.
- Le climat : Certains chercheurs ont constaté que les chocs climatiques locaux, tels que les variations des précipitations et des températures, peuvent influencer la survenue de conflits en affectant les conditions économiques et sociales des populations. Par exemple, des études comme celles de Burke et al. (2009), Hsiang et al. (2011), ainsi que Miguel al. (2004) ont trouvé des preuves suggérant que les chocs climatiques, tels que les variations des précipitations, peuvent accroître le risque de survenue de conflits. Ces recherches mettent en évidence comment les conditions climatiques extrêmes peuvent entraîner des répercussions sur la sécurité alimentaire, les ressources naturelles et les moyens de subsistance des populations, ce qui peut contribuer à l'instabilité et aux tensions sociales.
- Inégalités économiques et sociales Dube et Vargas (2013) : Les disparités économiques et sociales importantes peuvent créer des tensions et des ressentiments au sein de la population, alimentant les conflits. Le partage inégal des ressources dans un pays peut pousser une partie de la population lésée à se révolter.
- Divisions ethniques et religieuses Dube et Vargas (2013) : Les tensions ethniques et religieuses peuvent conduire à des conflits violents, en particulier lorsque ces divisions sont exploitées à des fins politiques. Faiblesse des institutions et de l'État : Les États fragiles, la corruption, l'inefficacité des institutions et l'absence de l'État de droit peuvent créer un environnement propice aux conflits et à la violence.

- Mauvaise gouvernance Dube et Vargas (2013) : La mauvaise gouvernance, y compris la répression politique, le non-respect des libertés et des droits de l'homme et la corruption, peut alimenter le mécontentement et les mouvements de protestation.

Tout au long de ce chapitre, nous nous sommes attelés à présenter tour à tour les notions de politiques commerciales et de conflit, mais aussi des concepts théoriques et empiriques qui traitent de ces concepts, sans manquer de présenter ensuite les déterminants ou cause des conflits. Ces différents déterminants de conflits montrent la complexité et la diversité des dynamiques de violence en Afrique subsaharienne, chaque cause entraînant des conséquences spécifiques. Il serait donc judicieux de regarder la situation économique et politique de l'Afrique subsaharienne.

CHAPITRE 2 : CONTEXTE ECONOMIQUE ET POLITIQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE.

C'est à la suite de leurs indépendances dans les années 50 et 60 que la plupart des pays africains ont entamés leurs processus de planification de croissance et de développement. Pour la plupart de ces pays, il reste toujours difficile de maintenir une performance économique stable, à cause d'une structure économique qui ne résiste pas aux chocs extérieurs, aux crises économiques et à l'instabilité politique. La crise des années 80 a été particulièrement très difficiles pour la plupart des pays de la zone qui ont vu leurs croissances économiques être interrompu. Les élans de croissance ont été cassées et s'en est suivi une crise économique et la récession dans plusieurs des pays. Dans les années 2000, les pays ont pu par le soutien de la communauté internationale et par de nombreux accords relancés leurs économies et repris une croissance dans l'objectif d'atteindre l'émergence. Plusieurs de ces pays se sont jurés de faire de la croissance une affaire de tous et de réduire les inégalités et la pauvreté selon les objectifs millénaires du développement (croissance inclusive). Cependant, ces objectifs restent très loin d'être atteint. Bien que plusieurs pays aient connu une croissance après 2000, cette croissance reste néanmoins très difficile pour faciliter le développement.

La croissance est très peu inclusive. Selon les données de la banque mondiale 2022, la croissance de la zone est inclusive seulement à 21,94% en 2022. Dans certains pays, comme le Tchad, le Soudan et la République Centre Africaine, le taux d'inclusion de la croissance est inférieur à 10% ce qui est très loin de la croissance pro pauvre tels que définit par White et Anderson (2021), Kakwani et Pernia (2000). Aucun pays de la sous-région n'enregistre un taux d'inclusivité de la croissance supérieur à 40%. Cette situation va créer de plus en plus des inégalités au sein de la société et augmenter la pauvreté. Accompagné à cela, l'exploitation de la totalité du potentiel reste encore très problématique, dans un contexte où les seuls quelques secteurs sont exploités et représentent la base du revenu national. La plupart des pays souffrent alors des conflits liés à la rareté et à l'inégalité des ressources. Selon le rapport de l'UCDP 2018, l'Afrique subsaharienne regroupait plus de la moitié des conflits les plus violent du monde (rapport UCDP (2018)). Ces conflits sont de plus en plus récurrents et contribuent à leurs tours à freiner le développement économique et même le commerce international.

Il sera donc question dans ce chapitre de présenter d'une part la performance économique de l'Afrique subsaharienne en termes de commerce international et d'autres part de réviser les différents accords liés aux politiques commerciales dans cette région.

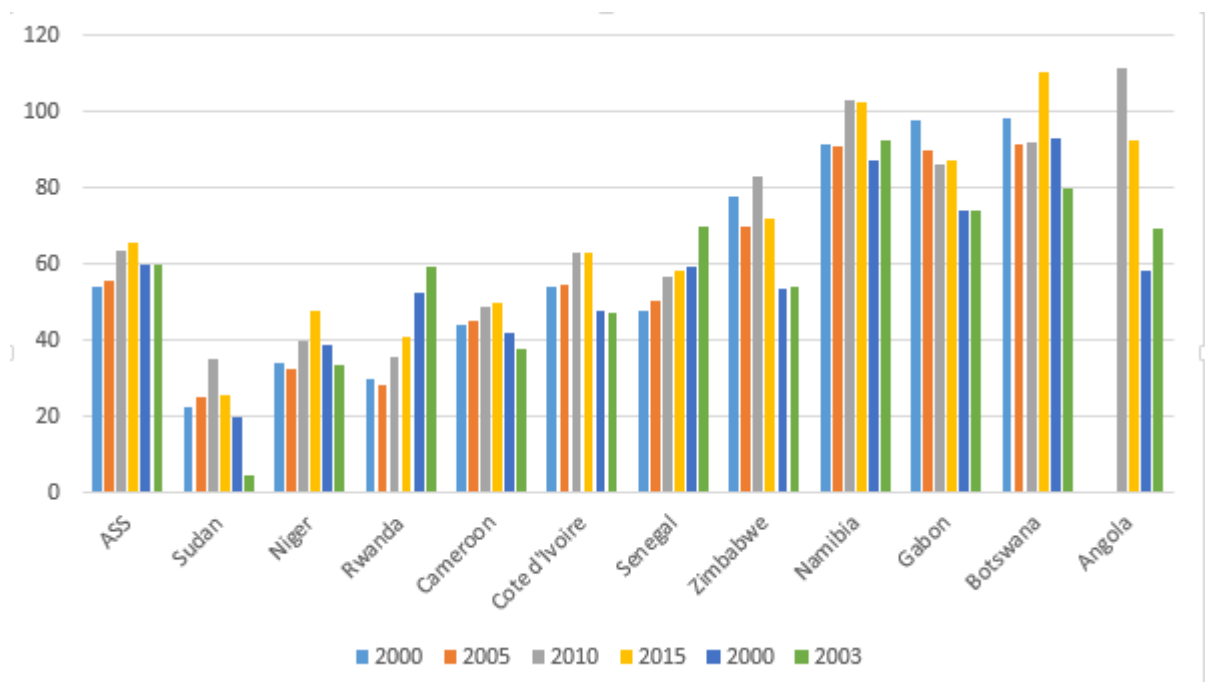
1. COMMERCE INTERNATIONAL ET PERFORMANCE ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE.

1.1. La dépendance aux recettes d'exportation

Malgré une croissance remarquable sur les dix dernières années, la part du commerce international en Afrique reste relativement faible par rapport au reste du monde. Selon Sarah

Farhat dans le rapport de la banque mondiale (2021), le volume des échanges commerciaux à augmenter en Afrique sur les dix dernières années. Cependant ce volume représente à peine 3% de la valeur mondiale du commerce international. Malgré cette faible part du commerce international en Afrique subsaharienne, les recettes d'exportation prennent une part importante dans l'économie de la sous-région (BAD : perspective économiques (2017)). Le rapport entre les flux monétaires d'échanges commerciaux et le Pib du pays reste encore très élevé dans la zone. Au cours des années 90, le ratio était de l'ordre de 50% avant de s'établir à plus de 60%. Dans plusieurs pays tels que le Gabon, le Sénégal et même le Zimbabwe, ce ratio est très fort et avoisine souvent les 70%. Même si certains pays comme la Cote d'ivoire le Ghana et le Cameroun ont réussi à travers le temps à réduire le rapport exportation sur Pib, il reste cependant très élevé et traduit la faiblesse du système économique des pays de la zone. Le Soudan, le Niger et même le Rwanda présentent cependant des statistiques plus basses selon le graphique de la figure 1 ci-dessous. Mais cette situation traduit plutôt la faiblesse et la pauvreté de l'économie plutôt qu'une économie stable et bien structurée. L'Angola, la Namibie et le Botswana ont à un certain moment présenté un ratio supérieur à 100 points. IL s'agit ici des économies très ouvertes mais de petite taille qui se basent essentiellement sur les exploitations dans l'objectif de commercialiser à l'international, ou encore de la réexportation.

Figure 1 : Ratio exportation Pib



Source : Auteur via des données de la banque mondiale

Une autre analyse montre que structure de la production est d'une forte concentration autour des produits provenant des secteurs vulnérables et spécialement du secteur primaire (FMI 2010, CNUCED (2021)). Dans la zone CEMAC par exemple, seul le Cameroun présente une économie un peu plus diversifiée. Les exportations des autres pays de la zones sont composées

à 75% d'au plus trois produits dont le pétrole occupe la première place (rapport de surveillance multilatérale de la CEMAC (2016)). En générale dans les pays exportateurs de pétrole et pour les pays de la CEMAC en particulier, les premiers produits dans la base d'exportation représentent plus de 50% des exportations. En Guinée équatoriale, il représente 91%, 90% au Tchad, 81% au Congo et 74% au Gabon (Christophe Cottet et Nicole Madariaga (2012)). Ainsi, la contribution des recettes pétrolières au PIB est très élevée dans les pays de la zone CEMAC. Si le pétrole contribue pour moins de 10% du PIB du Cameroun, il s'élève à 85% pour la Guinée équatoriale, à environ 50% pour le Congo-Brazzaville et à peine moins (45%) pour le Gabon (Christophe et Nicole Madariaga (2012)). Selon le FMI en (2010), un manque de diversification des exportations est à l'origine de l'instabilité du taux de croissance.

La chute des matières premières a non seulement cassé la croissance, mais en a également déséquilibré les budgets des Etats, le déficit des comptes courant et surtout asséché les réserves en devise. C'est ainsi que la chute du prix du pétrole en 2014 a causé dans la zone CEMAC un déficit budgétaire à 5,2% du PIB en 2014, s'est détériorer en 2015 et a atteint 6,8% du PIB, selon le FMI. De son côté, le déficit extérieur courant, qui était de 3,5% en 2014, aurait grimpé jusqu'à 8,4% les années suivante, en raison à la fois de la baisse des exportations de pétrole et du niveau des importations qui reste élevé (DGRIS). Les réserves de change passent de 7,5 mois d'importation en 2014 à 2,3 mois d'importation en 2016 et 1,9 mois en 2017.

1.2. Une balance de paiement négative

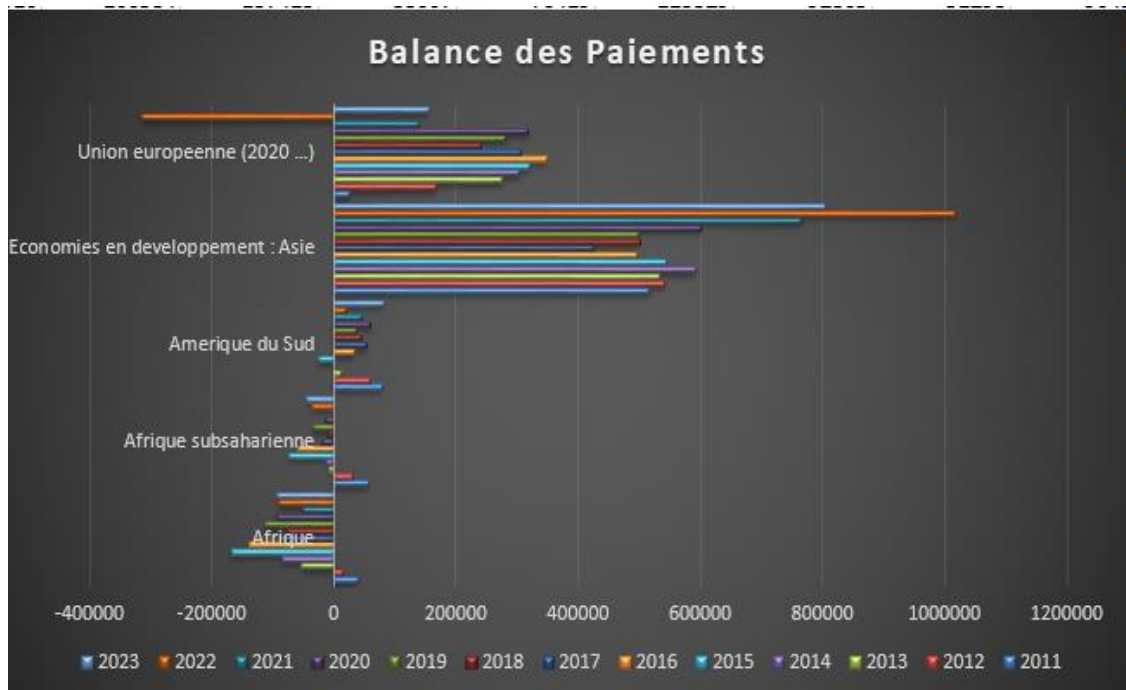
Les importations sont très élevées en Afrique subsaharienne. Ceci s'explique par la faiblesse du système financier incapable de fournir suffisamment de financement pour l'investissement de croissance et d'extension, le manque d'infrastructure de qualité qui limite la productivité locale et l'industrialisation, les technologies limitées et le manque d'expertise, l'absence de diversification économique. On peut également y ajouter certaines politiques commerciales qui à travers les accords économiques réduisent les barrières tarifaires rendant les produits étrangers de qualité supérieure plus accessible et même parfois moins coûteux que les produits locaux. Ainsi la facture d'importation en Afrique est assez lourde.

Selon l'organisation des nations unies pour l'alimentation (FAO), les importations des produits alimentaires en Afrique augmentent chaque année. En 2016, les importations se chiffrent à 37.2 milliards de dollar. Elle connaîtra une augmentation de 4.1 milliards dollar pour se chiffrer à 41.7 milliards en 2019. Un montant supérieur de 11% à la moyenne mondiale. Ce phénomène est une contradiction au potentiel dont dispose l'Afrique pour la production des biens alimentaires de première nécessité. C'est pour cela que pour se nourrir, bon nombre de pays africains ont besoin de recourir à l'importation et à des prix très fort.

D'après les prévisions de la Banque Africaine de Développement, si la situation reste inchangée à l'horizon 2025, la facture d'importation devrait atteindre les 110 milliards de dollar. La situation actuelle est en générale critique en comparaison à d'autre zone ou groupe économique au monde. En effet, comme on peut l'apercevoir sur le graphique de la figure 2, l'Afrique est

la zone géographique présentant très souvent des déficits au niveau de la balance commerciale. Une observation approfondie nous fait remarquer que ces déficits sont récurrents et continuent.

Figure 2 : Comparaison balance de paiement



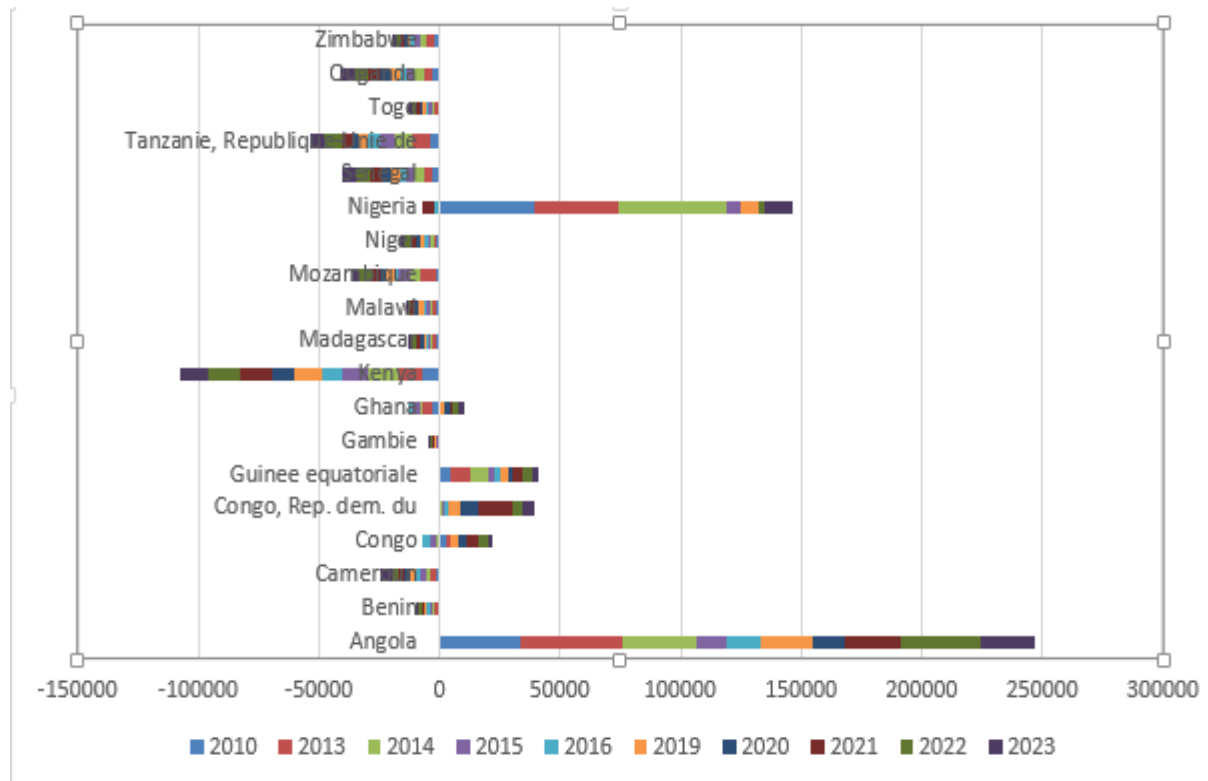
Source : Auteur via des données de la Banque mondiale

En Afrique subsaharienne, le volume est moins important qu'en Afrique en général, mais cela témoigne plutôt de la différence d'échelle au niveau de l'ouverture du commerce international. De plus seul quelques pays réussissent à adoucir le gap qui devrait normalement être observé. En regardant le graphique de la figure 3, on constate que plus de la moitié des pays n'ont pas observé une balance commerciale excédentaire entre 2010 et 2023 (Cameroun, Benin, Niger, Gambie, Sénégal, Tanzanie, Zimbabwe, Ouganda, Malawi). Seul la République Démocratique du Congo, la Guinée Equatoriale, l'Angola et le Nigeria observent une balance commerciale positive et consécutive dû principalement à une très forte exportation des matières premières abondantes. Dans le cas de l'Angola et de la Guinée équatoriale, le pétrole représente seul plus de 90% de la base d'exportation.

Il convient d'attirer l'attention des dirigeants des pays la zone pour la mise en place des politiques commerciales visant à promouvoir la production et la consommation locale. Faute de quoi les Africains devront toujours faire face à une balance de paiement négative qui viendra maintenir l'économie de la zone dans un état de stagnation. Le déséquilibre de la balance de paiement cause une chute des réserves de changes, qui va s'en suivre par une dépréciation de la valeur de la monnaie nationale et une augmentation de la dette financière du pays. La situation

entraîne de plus en plus l'abondance des capitaux étrangers qui trouvent que les facteurs de productions nationaux des prix très abordables.

Figure 3 : Balance des paiements ASS



Source : Auteur via les données de la Banque mondiale

2. STRUCTURE DU COMMERCE INTERNATIONAL EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE.

Tout comme la plupart des états du monde, la quasi-totalité des pays en Afrique sont soumis à la règle standard issue des négociations multilatérales de l'OMC. Ce qui entrave la capacité de ces pays à mettre en place de réelle politique indépendante de développement. Ce qui explique la faible tarification douanière. Les pays de la CEDEAO par exemple ne peuvent pas mettre en œuvre les tarifs extérieurs communs (TEC) de la CEDEAO sans renégocier leurs engagements à l'OMC. Ce Tarif Extérieur Commun composé de Cinq bandes tarifaires vont de 0 % pour les biens sociaux à 35 % pour les biens de consommation finale et d'autres produits sensibles qui ont besoin d'une certaine protection. Ce taux est donc supérieur au taux consolidé par de nombreux pays ouest-africains comme la Côte d'Ivoire, le Sénégal et bien d'autres.

De prime à bord, nous pouvons distinguer deux types d'accord, les accords régionaux et les accords intercontinentaux.

L'Afrique compte à peu près 14 communautés économiques régionales mais seulement 8 de ces communautés ont été officiellement reconnues par l'Union africaine donc 5 en Afrique subsaharienne. : On retrouve en ASS la Communauté Economique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC²), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO³) ; la Communauté de Développement de l'Afrique du Sud-Est (SADC) ; la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) ; le Marché Commun de l'Afrique du Sud-est (COMESA). Les pays membres de ces communautés ont établies des accords régionaux afin de tirer profit des avantages commerciaux que peuvent présenter ces groupes tout en renforçant leur intégration.

2.1. Les accords régionaux ou commerce intra zone

Depuis la crise économique des années 90, le commerce international en Afrique subsaharienne apparaît plus faible comparé aux autres régions du monde principalement dans d'autres pays en développement. Le commerce intra régional y est encore plus sous développé au sein de la zone. Avec pour cause une faiblesse dans la production, les productions non complémentaires et parfois qui font concurrence entre Etats de la même région, l'instabilité politique et la mauvaise gouvernance au sein de la communauté ; la différence dans les langues officielles entre pays membres (pays francophones/pays anglophones) pour ne pas dire la barrière linguistique.

• CAS DE LA CEDEAO ET L'UEMOA⁴

Le commerce intra régional ne représente que 9% des exportations des pays membres et 10.5% des importations sur la période 2010 à 2014. Il est plus faible que ceux des pays d'Asie plus de 55% ou encore d'Amérique latine 28%. Mais ces chiffres restent biaisés du fait de la forte présence du marché informel et de la contrebande. Benassy-Quere (2005), Frankel et Rose (2002) établissent que la faiblesse des échanges intra régionaux limite les gains potentiels d'une union monétaire qui tend à accroître le volume des échanges. Selon la Banque Mondiale (2018), les trois quarts des exportations intracommunautaires proviennent essentiellement de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Nigeria. Les principaux produits exportés sont des produits primaires. Au sein de l'UEMOA (15.2% des exportations et 9.3% importations), le volume des échanges est plus important que celui de la zone commune CEDEAO.

Les exportations intra UEMOA totales sont passées de 19,5% en 2018 à 22,2% en 2019. Les importations totales ont également augmenté, passant de 18,8% en 2018 à 29,4% en 2021. Cependant, bien que le poids des échanges intra régionaux liés aux exportations totales de l'UEMOA soit supérieur à celui de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique centrale (environ 3,0%), nous notons qu'il demeure inférieur à ceux des autres zones d'intégration

² Angola, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Tchad, Congo, RD Congo, Guinée équatoriale, Gabon, Sao Tomé-et Príncipe

³ Avec le départ de la Mauritanie, les Etats Membres de la CEDEAO sont actuellement au nombre de 15. Il s'agit du Bénin, du Burkina-Faso, du Cap-Vert, de la Côte d'Ivoire, de la Gambie, du Ghana, de la Guinée, de la Guinée Bissau, du Libéria, du Mali, du Niger, du Sénégal, de la Sierra Léone et du Togo

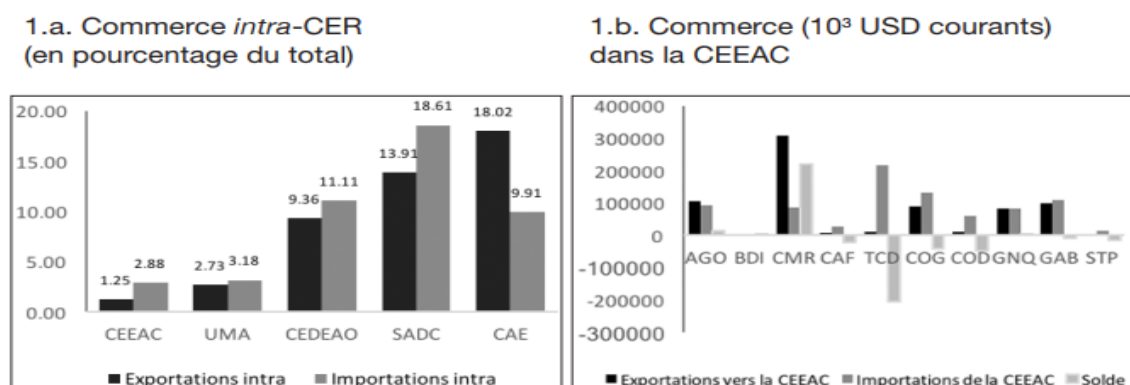
⁴ **Intégration commerciale de l'UEMOA** : l'article 4 du traité de l'UEMOA stipule la création d'un marché commun, avec une libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux. Entrée en vigueur du Tarif Extérieur Commun (TEC) depuis janvier 2000

économique Comme l'Union Européenne (70,0%) ou des pays membres de l'Accord de libre-échange nord-américain (50,0%). Les échanges commerciaux intra-UEMOA restent dominés par les transactions sur les produits pétroliers. Les autres principaux produits échangés sont le ciment, les préparations alimentaires et les produits crus (céréales, animaux vivants), les savons et produits de lessive et l'huile de palme. La Côte d'Ivoire et le Sénégal, respectivement à l'origine de 39,9% et 16,7% des exportations demeurent les principaux exportateurs intra régionaux, tandis que le Mali occupe la première place des importateurs avec 26,8% des importations intracommunautaires. La balance commerciale intra-UEMOA est donc excédentaire en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo. En revanche, elle est déficitaire au Burkina, au Mali et au Niger, au Bénin et en Guinée Bissau.

- **CAS DE LA CEEAC**

Au vu des statistiques de la CNUCED, la CEEAC est la communauté d'Afrique où le commerce intra zone est le moins développé juste en dessous de l'Union Maghreb Arabe (UMA). Selon Avom et Mignamissi (2017) les exportations internes de la CEDEAO représentaient sept fois la moyenne des exportations intra régionale de la CEEAC comme le montre le graphique (1.a). Cette généralité masque toutefois des spécificités dû à chaque pays. Sur le graphique (1.b) de la figure 4 on peut se rendre compte que le niveau d'implication n'est pas le même pour tous les pays. On observe alors que le Cameroun a le plus grand volume des échanges intra zone au niveau des exportations et des importations non négligeables. Il affiche à la fin une balance commerciale intracommunautaire positive. L'Angola et la Guinée équatoriale également affichent leurs balances commerciales positives avec un niveau non négligeable de transactions internationales. De son côté le Burundi sans toutefois avoir un volume de transaction assez significatif affiche également une balance commerciale positive. Le Tchad présente le plus grand déficit en ce qui concerne la balance commerciale, ceci en raison de son importation assez élevée alors qu'il propose très peu à l'exportation. Le Congo, la RCA et même le Gabon présentent tous un déficit de la balance commerciale. Il est à noter que cette mauvaise performance est occasionnée par le problème de complémentarité comme décrit dans le cas de la CEDEAO et de UEMOA.

Figure 4 : Commerce intra zone en Afrique subsaharienne



Note : AGO = Angola ; BDI = Burundi ; CMR = Cameroun ; CAF = Centrafrique ; TCD = Tchad ; COG = Congo ; COD = RD Congo ; GNQ = Guinée équatoriale ; GAB = Gabon ; STP = Sao Tomé-et-Principe.

Source : Avom et Mignamissi (2017)

Le développement des partenariats sud-sud peut faciliter la transformation en Afrique non seulement par une intensification des courants commerciaux et financiers, mais aussi par le financement de projets régionaux d'infrastructures et par le transfert de connaissances et de technologies. Les nouveaux partenaires économiques influents sur le continent sont la Chine, l'Inde et le Brésil. L'Afrique doit donc mettre sur pied des stratégies adaptées afin de mettre en place un système assez bénéfique qui va faire de lui un partenaire commercial à la hauteur des attentes d'autres pays émergent. Et ainsi profiter d'un transfert de compétence et de technologie. Ceci devrait faciliter diversification de l'économie, réduire les importations des produits industrielles.

2.2. Les accords intercontinentaux

On distingue plusieurs types d'accords à savoir les accords avec l'UE, les USA et d'autres pays de différents continents comme la Chine et bien d'autres.

- **AFRIQUE - UE**

Dans l'optique d'aider les pays en développement, les accords et partenariats économiques (APE) ont été passés entre les pays Africain, des caraïbes et du pacifique et l'Union européenne (UE). Cependant si les ACP ont pour réflexion d'établir à la base des accords de libre-échange, la réalité est loin d'être ce qui fut espérée. Sur de nombreux point, on peut remarquer des inégalités dans le processus d'échange. On parle ici de la symétrie partielle, des calendriers de libéralisation différenciés, et des clauses de sauvegarde bilatérales. En effet les pays bénéficiaires peuvent maintenir leurs droits de douane sur certains produits sensibles qui représentent jusqu'à 20% de leurs importations provenant de l'UE. Ils bénéficient également d'un délai de 20 ans pour mettre en place l'accord. L'enjeux reste tout de même important puisque certains pays bénéficiaires des ACP sont particulièrement très démunis et manque des moyens financiers pour réaliser leur intégration. Alors pour faciliter cette intégration, l'UE s'est engagée à financer les pays de l'ACP pour la mise en place des reformes pour soutenir leurs développements. De plus pour en bénéficier, les pays doivent appartenir à des groupes de commerce sous régionaux comme présenté plus haut.

- **AFRIQUE - USA**

Un autre accord intercontinental est le programme AGOA. L'African Growth and Opportunity Act (AGO) a été promulgué par le président Bill Clinton en 2000. L'objectif du projet AGOA était de promouvoir le développement économique et l'intégration des pays d'Afrique subsaharienne éligibles dans l'économie mondiale par le biais du commerce et de l'investissement. Cet accord commercial international vise à stimuler la croissance économique et le développement en Afrique en offrant un accès en franchise de droits au marché américain pour les produits admissibles. L'AGO a joué un rôle déterminant dans la promotion de l'intégration économique et la stimulation du commerce entre les États-Unis et les pays africains, ce qui a permis d'accroître les possibilités d'exportation pour les entreprises africaines et d'améliorer l'accès à des produits abordables pour les consommateurs américains. Au fil des ans, la liste des pays et des produits admissibles a évolué par le biais de modifications et

d'extensions de la législation originale. Par exemple, la loi d'amélioration de l'AGOA de 2002 a élargi la liste des produits et des pays éligibles, démontrant ainsi un engagement à accroître les relations commerciales entre les États-Unis et l'Afrique

L'African Growth and Opportunity Act (AGOA) est un accord commercial entre les États-Unis et les pays d'Afrique subsaharienne éligibles qui vise à promouvoir la croissance économique et le développement grâce à l'augmentation du commerce et des investissements. L'AGOA a été promulguée en 2000 et a été prolongée à plusieurs reprises depuis lors. Il offre un accès en franchise de droits au marché américain pour un large éventail de produits, notamment des textiles, des vêtements et des produits agricoles, dans le but de stimuler les exportations de l'Afrique vers les États-Unis. L'AGOA comprend également des dispositions relatives à l'assistance technique et au renforcement des capacités pour aider les pays africains à tirer pleinement parti des préférences commerciales offertes. Dans l'ensemble, le projet AGOA est conçu pour favoriser la coopération économique et promouvoir le développement durable en Afrique tout en profitant aux consommateurs américains en leur donnant accès à une gamme diversifiée de produits de qualité du continent.

Cet accord est considéré comme un accord mutuellement bénéfique qui ouvre de nouvelles opportunités pour les pays africains et les États-Unis. En incitant les pays africains à améliorer leur climat de commerce et d'investissement, l'AGOA encourage les réformes économiques et contribue à créer des emplois et des opportunités pour les populations à travers le continent. En retour, les entreprises américaines ont accès à un marché en pleine croissance de plus d'un milliard de consommateurs en Afrique, élargissant ainsi leur portée et diversifiant leurs chaînes d'approvisionnement. Les préférences commerciales offertes dans le cadre de l'AGOA contribuent également à renforcer les liens diplomatiques entre les États-Unis et l'Afrique, favorisant la bonne volonté et la collaboration sur une série de questions allant au-delà du commerce. En fin de compte, l'AGOA est un outil clé dans la promotion de la prospérité économique et de la stabilité dans la région, bénéficiant à la fois aux pays africains et aux États-Unis. (Banque mondiale)

Son impact va au-delà des avantages commerciaux et économiques ; elle a également des implications importantes pour le développement social et politique en Afrique. En favorisant la croissance économique et la création d'emplois, l'AGOA contribue à réduire la pauvreté et les inégalités dans les pays participants, ce qui permet à un plus grand nombre de personnes d'accéder à l'éducation, aux soins de santé et à d'autres services essentiels. En outre, le projet encourage la bonne gouvernance et la transparence en liant les préférences commerciales à certains critères, tels que le respect des droits des travailleurs et les mesures de lutte contre la corruption. Cela incite les gouvernements africains à apporter des changements positifs afin de maintenir l'éligibilité aux avantages de l'AGOA, ce qui conduit à des améliorations de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit dans toute la région. De cette façon, l'AGOA sert d'outil puissant pour promouvoir le développement durable et renforcer les institutions en Afrique, contribuant ainsi à la stabilité et à la prospérité à long terme sur le continent.

En outre, le projet AGOA joue un rôle essentiel dans la promotion du développement économique et de la durabilité dans les pays africains en favorisant les relations commerciales

avec les États-Unis. En accordant un accès en franchise de droits à certains produits, l'AGOA encourage les pays africains à diversifier leurs exportations et à devenir plus compétitifs sur le marché mondial. Cela stimule non seulement la croissance économique, mais contribue également à réduire la pauvreté et à créer des opportunités d'emploi dans ces pays. L'AGOA a entraîné une augmentation significative des exportations de l'Afrique vers les États-Unis, ce qui a profité à diverses industries telles que l'agriculture, le textile et l'industrie manufacturière. De plus, en promouvant la bonne gouvernance et le respect des droits de l'homme, le projet AGOA incite les gouvernements africains à défendre les principes démocratiques et à adopter des politiques qui favorisent le commerce et l'investissement. Dans l'ensemble, le projet AGOA s'est avéré être un outil puissant pour favoriser le développement économique et renforcer la coopération mutuelle entre les États-Unis et les pays africains.

CHAPITRE 3 : LES CONFLITS ET LES CANAUX DE TRANSMISSION DU COMMERCE INTERNATIONAL

Depuis leurs indépendances, plusieurs pays africains sont plongés dans d'énormes conflits. Plusieurs raisons peuvent expliquer les conflits. Les premières causes de conflits après l'indépendance, furent les malentendus dus aux délimitations des frontières tracées par les pays colonisateurs (sous l'ignorance de division ethnoculturelles de peuples autochtone). La responsabilité du pouvoir, les conflits politiques internes ont également animés à plusieurs reprises le débat sur la stabilité des pays africains. De plus la mauvaise gouvernance, de ceux qui parviennent au pouvoir et leurs longévités créaient des tensions au sein de la population et même du gouvernement. C'est la raison pour laquelle on assiste tous les temps à des coups d'états en Afrique subsaharienne.

Ce chapitre présente donc les conflits en Afrique subsaharienne et les typologies de conflits rencontrées dans cette région tout en incitant sur les canaux de transmission de ces conflits.

1. LES CONFLITS EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

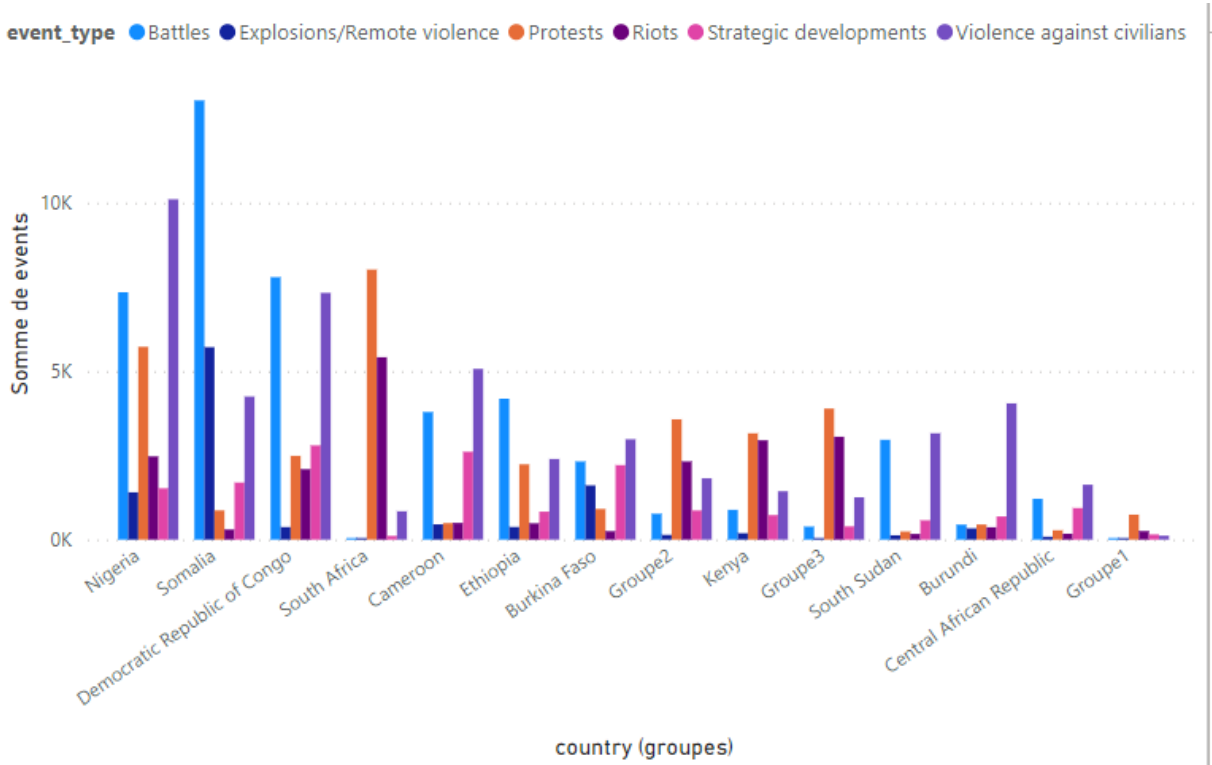
L'Afrique subsaharienne est la zone qui enregistre le plus de conflit et d'instabilité politique au monde (même si ces conflits sont connus moins violents que ceux enregistrés au Maghreb et au Moyen-Orient). Les conflits sont catégorisés en 6 selon les critères de classification de l'ACLED. Les catégories sont les émeutes, les explosions et attaques à distance, les revendications, les combats armés et les violences envers les civils.

Depuis 2015, c'est l'Afrique de l'Est qui enregistre le plus grand nombre de conflits à travers l'Afrique (voir figure 7 et 8 et 9 en annexe). Ce nombre s'est élevé à 73660 soit 36.90% des conflits de la zone. Il est suivi de près par l'Afrique de l'Ouest avec 31.11%. L'Afrique centrale enregistre 21.61%. La zone sud-africaine ressort avec seulement 9.28% des conflits de la zone. En ce qui concerne les événements qui caractérisent ces conflits, les violences envers les civils sont les plus observées avec 27.44% de altercations de la zone. Elle enregistre également le deuxième taux de fatalité le plus élevé soit 32.52%. Le taux de fatalité le plus élevé étant issu des batailles soit 51.48% de mortalité. Ces batailles représentent 25.36% des conflits. Les explosions et les attaques à distance qui ne représentent que 6.37% des conflits ont par contre un taux de fatalité proportionnellement plus élevé que d'autres événements. Ils connaissent un taux de fatalité de 11.95% de toutes les victimes de conflit. Les émeutes qui représentent 11.31% des conflits ont un taux de fatalité de 3.20% alors que les protestations qu'en a eu ont un taux de fatalité de seulement 0.51% pour 18,32% des événements de conflits dans la zone.

Cette globalisation des conflits de la zone décrit de façon très peu précise la situation des conflits dans la sous-région. En effet, l'occurrence ou encore la persistance des conflits n'est pas homogène dans tous les pays de la sous-région. Dans la plupart des pays de la sous-région, seul quelques pays enregistrent des taux de conflits assez critiques et des taux de fatalité considérables. A cet effet, nous pouvons observer à travers le graphique de la figure 4 que le Nigeria est le pays qui recense le plus de conflit. On parle ici de 18.08% des conflits de la zone.

Les types de conflit le plus fréquent sont les violences contre les civiles suivie des batailles. En somalie, les batailles sont les types de conflit les plus fréquent avec plus de 13000 batailles enregistrées entre 2015 et 2024. Ce pays enregistre 16.37% des conflits de la sous-région ASS et 15,21% des fatalités juste après le Nigeria 21.47%. L’Ethiopie et le Congo suivent de près avec 11.45% et 11,77% des mortalités dus aux conflits. Les conflits tels que les batailles et les violences contre les civiles sont également fréquent dans ces pays. Ce qui explique le taux de mortalité assez élevé bien que les conflits soient moins fréquents que dans d’autres pays. Avec un taux de conflit respectivement de 8.17% et 6.51%, le Cameroun et le Burkina Faso ont également connu des conflits fréquents ces dernières années. Le taux de fatalité est bien plus élevé au Burkina Faso qu’au Cameroun (4.04% au Cameroun contre 7.77% au Burkina Faso).

Figure 5 : Les évènements conflictuelles par pays depuis 2015



Source : Auteur via des données de ACLED

Les groupes (en note de bas de page) formes représentent les zones où les conflits sont fréquents et sont représentés principalement par les émeutes et les protestations. Alors nous pouvons remarquer qu’au sein des pays faisant partie des groupes, on enregistre moins de décès dus aux conflits. Le premier groupe enregistre moins de 100 conflits par pays et un nombre de décès inférieur à 10. Les évènements représentatifs des conflits dans ces pays sont par nature moins fatals que les explosions et les batailles. C’est pour cette raison que l’Afrique du Sud bien que présentant un niveau de conflit élevé dans le pays enregistre un taux de mortalité assez bas.

3. Les différents conflits en Afrique subsaharienne

En Afrique subsahariennes, nous distinguons différents types de conflit selon les causes et l'objet du conflit. Alors nous avons les conflits transfrontaliers qui sont principalement des conflits inter Etats qui se discutent des territoires généralement très riche en ressource naturelles. Les conflits issus des groupes rebelles ou terroristes qui peuvent être dus au contrôle des ressources naturelles, des revendications sur la forme du gouvernement, ou encore des conflits culturels. On a également à faire le plus souvent aux coups d'états destine à dissoudre le régime en place à la suite de protestations et de la mauvaise gouvernance.

2.1. Les conflits transfrontaliers

On peut en recenser plusieurs conflits transfrontaliers en Afrique subsaharienne. Nous allons ici présenter quelques conflits qui ont les plus eu d'impact sur la stabilité des pays concernés et même sur la scène internationale. Le cas du conflit entre le Cameroun et le Nigeria dans le sud des deux pays, à l'Ouest du Cameroun et à l'Est du Nigeria. Le conflit est causé par l'interprétation de deux documents aux références différentes du positionnement de la péninsule de Bakassi très riche en pétrole. A l'origine les évolutions dans le partage des territoires⁵ selon les traites établis par les pays colonisateurs (Allemagne pour le Cameroun et Angleterre pour le Nigeria). Alors que le Nigeria se base sur un document de 1884, plaçant Bakassi sur son territoire, le Cameroun s'appui de son côté sur un document de 1913 reconnaissant Bakassi comme un territoire camerounais. Les Revendication vont commencer vers 1970 quelques années après l'indépendance des deux pays. En 1990, le Nigeria accuse le Cameroun d'avoir arrêté de pêcheurs nigériens sur la péninsule. Alors le Nigeria pour répondre va envoyer des centaines d'homme de son arme protégé les ressortissants nigériens. Il va s'en suivre des batailles qui vont faires plusieurs centaines de décès. C'est en 2002 que la Cour international de justice octroi le territoire au Cameroun, puis on va assister en 2006 à un accord de paix.

Dans le même sens, l'Ethiopie et l'Erythrée ont connu des conflits aux frontières communes principalement dans la région de Badme ou les affrontements ont faits plus de 70000 victimes (blesses, refugies et décès) selon International crisis group (2018). Ce n'est qu'en 2018, que le premier ministre Ethiopien Abiy Ahmed initie un processus de réconciliation pour la réouverture des frontières et la reprise des relations diplomatiques après l'accord de paix signé en décembre 2000. Le Soudan et le Soudan du sud depuis leurs séparations en 2011 se discutent Abyei une région frontalière très riche en pétrole et gaz naturelle. Malgré plusieurs accords de paix signe entre les deux parties, les conflits persistent, ce qui a obligé l'ONU a dépêché dans la zone les forces de maintien de la paix.

⁵ Pendant la période coloniale jusqu'à l'indépendance, le Cameroun a connu plusieurs superficies. De 1884-1916 le Cameroun Allemand a une superficie de 495000km². Les frontières étaient définis par des accords passés entre l'Allemagne, la France l'Angleterre et la Belgique. Apres la première guerre mondiale, le Cameroun est placé sous tutelle de la France et de l'Angleterre avec respectivement 432000km² et 88000km². De l'indépendance à nos jours, la superficie du pays est de 475000km². Edwin Ardener (1968)

2.2. Les attaques terroristes et les groupes rebelles

L'insurrection dans la zone frontalière du Mali et du Burkina Faso depuis 2012 ont fait plus de 20000 victimes. Selon Human Rights Watch (2020), plus de 2700 victimes ont été recensées au Mali depuis 2017. Les forces de maintien de la paix de l'ONU (MINUSMA) et l'opération française Barkhane y sont présentes du fait de la situation toujours instable et malgré de nombreux accord de paix signé à Alger 2015. Dans la zone Centre Africaine, le Boko Haram est une secte Islamique opérant principalement au Nigeria, Cameroun, Tchad et Niger (tout au long du bassin du lac Tchad). Ce groupe existe depuis 2002 mais les conflits ont commencé à s'intensifier partir de 2009. La période la plus critique (avec plus de 40000 victimes enregistrés et 2.7 millions de déplacés) est certainement les années de 2013 à 2018 avec l'adoption des explosions par Kamikaze par le groupe rebelle à la suite d'une grande perte dans ses rangs après des conflits avec l'armée Nigériane et Camerounaise. En 2018, une intervention conjointe Cameroun, Nigeria, Tchad va affaiblir encore plus le groupe à cause de nombreuses pertes et la capture de leur chef par l'armée Camerounaise. Cependant les conflits continuent avec le pillage, les enlèvements et les explosions par Kamikaze.

Le groupe Al Shabaab attaque essentiellement la Somalie et le Kenya depuis 2006. On dénombre des milliers de Victimes depuis le début des attaques. Selon les Nations Unies ce nombre est d'environ 3000 entre 2015 et 2020. L'AMISOM la mission de l'UA en somalie lutte contre cette organisation avec les forces des 2 pays. En RDC les groupes armes rebelles organisent des attaques dans la localité de Kivu et Ituri. Depuis 1990 des millions de victimes ont été enregistré, et plus de 2500 par an depuis 2017 selon International Cris group 2021. Ces conflits impactent Indirectement le Rwanda et l'Ouganda également.

2.3. Les coups d'Etats en Afrique subsaharienne.

Du fait de la mauvaise gouvernance et des opinions politiques divergentes, l'Afrique subsaharienne a connu tout au long de la période suivant l'indépendance des pays de nombreux coups d'Etats. Comme le présente le tableau 1 suivant, l'Afrique subsaharienne a connu au total 52 coups d'état avec 40 réussis. Ces coups d'Etats sont en générale militaire. C'est le Burkina Faso qui a connu le plus grand nombre de coup d'Etat réussi en Afrique subsaharienne avec 6 coups d'Etat. Certains coups d'états ont été fatals pour les dirigeants. C'est le cas de Thomas Sankara (1987), Lansana Conté (2008), Ibrahim Bare (1999), Murtala Mohammed (1976) et Francis Tombalbaye (1975). La période 2021 à 2023 marque une période de crise politique intense en Afrique subsaharienne francophone. On enregistre plusieurs coups d'états dont celui du Burkina Faso, Mali, Guinée, Tchad et Gabon. Ces pays sont jusqu'à présent gouvernés par un régime militaire.

Tableau 1 : Coups d'Etat en Afrique subsaharienne.

pays	Nombre de coups d'Etat	Années des coups d'Etats	Coup d'Etat réussis	Mort du dirigeant	Nom du dirigeant assassiné
Benin	5	1963, 1965, 1967, 1969, 1972	4	non	
Burkina Faso	7	1966, 1980, 1982, 1983, 1987, 2015, 2022	6	oui	Thomas Sankara (1987)
RCA	8	1965, 1979, 1981, 1983, 1996, 2001, 2003, 2013	5	non	
Gabon	2	1964, 2023	2	Non	
Ghana	5	1966, 1972, 1979, 1981	3	Non	
Guinée	3	1984, 2008, 2021	3	oui	Lansana Conté (2008)
Mali	5	1968, 1991, 2012, 2020, 2021	4	non	
Niger	5	1974, 1996, 1999, 2010, 2023	4	oui	Ibrahim Baré Maïnassara (1999)
Nigeria	8	Jan, jul(1966), 1975, 1976, 1983, 1985, 1993, 1997	6	oui	Murtala Mohammed (1976)
Tchad	4	1975, 1979, 1990, 2021	3	oui	Francois Tombalbaye (1975)

Source : Auteur à partir des informations de : African Studies Center, Global Database of Events Language and Tone, Uppsala Conflict Data Program (UCDP)

3. Les canaux de transmission du commerce international aux conflits

Nous avons présenté dans le chapitre 1 une revue de littérature assez riche dans lequel nous avons ressortis les conceptions théoriques qui présentent les canaux de transmission des effets de l'ouverture commerciale sur les conflits. Nous allons dans cette section approfondir la connaissance sur ces différents canaux et les contextualisés, selon leurs manifestations en Afrique subsaharienne. Nous allons alors parler ici de la théorie des coûts d'opportunités, de la théorie de rapacité et des traités et accords internationaux.

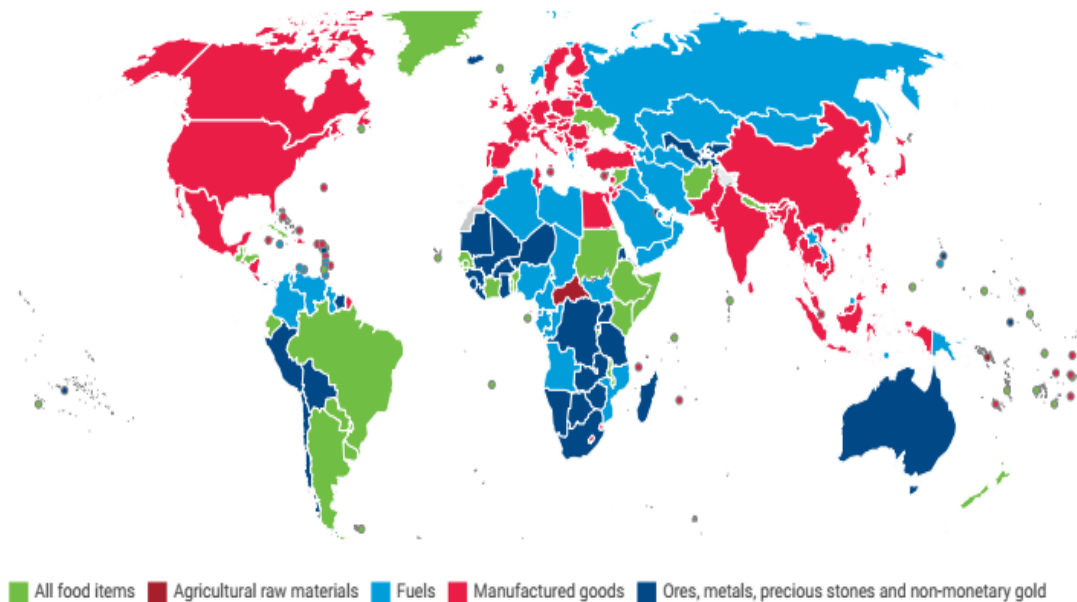
Il existe deux théories contradictoires sur le lien entre l'ouverture commerciale et les conflits. La théorie des coûts d'opportunité et la théorie de la rapacité. La théorie des coûts d'opportunité stipule que l'augmentation des recettes d'exportation conduit à une baisse des conflits du fait du transfert des revenus à l'économie à travers l'augmentation des emplois, et des salaires. Cependant que la théorie de rapacité implique une augmentation des conflits à la suite d'une augmentation des recettes d'exportation par le biais de la cupidité et la course effréné au gain. On distingue ainsi deux types de produits d'exportation avec des effets différents sur les conflits. Il s'agit des produits agricoles, intensifs en main d'œuvre et les produits d'exportation issus des matières premières intensifs en capital. Avec les produits agricole, une augmentation des prix se traduit par une valorisation de la main d'œuvre il se créait un besoin de main d'œuvre pour augmenter le niveau de production, d'où une augmentation des niveaux de salaire et une réduction du chômage. Etant donné que plus de la moitié de la population vie des revenus dus au travail, la distribution des surplus de revenu du commerce extérieur se propage dans une proportion assez conséquente de la population (via les salaires) réduisant ainsi la pauvreté et les inégalités. Une baisse également des prix des produits peut conduire à une augmentation des conflits si l'économie est basée sur l'exploitation des secteurs agricoles. Car une baisse du revenu dans les secteurs intensifs en main d'œuvre conduit à l'abandon des activités, une augmentation de la pauvreté et du chômage. Grossman (1991) ; Hirshleifer (1995), trouvent que la rébellion civile augmente lorsque le revenu du ménage baisse et que les opportunités économiques se font rares. Ce qui conduit à une relation inverse entre les chocs des recettes d'exportation et les conflits (Collier and Hoeffler (1998) ; Miguel et al. (2004)).

De son côté, les productions intensives en capital impliquent uniquement une fraction de la population (les plus riches) et conduit également à une réduction des investissements dans les secteurs intensifs en mains d'œuvre (en cas d'augmentation des prix des ressources naturelles) suivie de l'augmentation des inégalités sociales et de l'appauvrissement aggravé de la population. Une augmentation des prix des ressources naturelles se traduit par une augmentation de l'investissement en capital du fait de la rentabilité élevé du capital, et une baisse dans les secteurs de production intensif en main d'œuvre, entraînant ainsi un chômage dans ce secteur et une disponibilité de la main d'œuvre vers les conflits. Comme présente dans le chapitre précédant, nous pouvons observer sur la figure 6 suivante que les pays d'Afrique subsaharienne exportent principalement des minerais et du pétrole. En Afrique centrale, on observe une domination des exportations pétrolières et des produits agricoles de base. Dans l'extrême sud du continent, les exportations sont dominées par mes minerais tels que l'or, le métal, le Diamant. Quelques pays de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest présentent une dominance des exportations basés sur les produits agricoles composés. C'est l'exemple de l'Ethiopie, la

somalie à l'Est et de la Cote d'ivoire et Sénégal à l'Ouest. Sur la base de ces observations, les pays sont plus exposés aux conflits sans cesse croissant.

Les ressources naturelles augmentent le risque d'occurrence des conflits selon Bazzi et Blattman (2014). Déjà la présence ou l'abondance des ressources naturelle améliore un environnement propice à la rébellion, la contestation de gestion et la guerre de contrôle. Dans des zones riches en ressource naturelle, nous pouvons remarquer qu'il y a fréquemment des pillages et des extorsions qui facilitent le financement des groupes rebelle. La dominance sur une région riche devient une nécessité pour les rebelles car le gain pour le contrôle d'une zone abondante en ressource naturelle est assez élevé. A titre d'exemple, au début du mois d'Avril 1975, le président du Tchad Tombal baye appelait à la vigilance de la population, se doutant que les chefs d'armes complotaient contre lui principalement après la découverte d'une réserve de pétrole a Doba dans le sud du pays. Ce discours fut malheureusement son dernier discours car il fut assassiné le 13 avril lors du premier coup d'Etat réussit du Tchad.

Figure 6 : Structure des exportations



Source : Rapport CNUCED 2023 (UNCTAD Handbook of Statistics 2023)

CHAPITRE 4 : Analyse Empirique

L'objectif de cette section est de poser les bases méthodologiques qui permettent à l'analyse empirique de l'effet des politiques commerciales sur les conflits en Afrique. Il permet ainsi dans une première sous-section de prendre connaissance de la méthodologie au travers du choix des variables et de la source des données utilisées. La seconde sous-section présente les outils de l'analyse statistique et de l'analyse économétrique qui sont mobilisés pour l'atteinte de l'objectif de ces travaux, soit de déterminer l'impact des politiques commerciales sur les conflits en Afrique subsaharienne.

1. Méthodologie

Dans cette section, nous serons appelés à spécifier les variables utilisées pour notre étude ainsi que le modèle économétrique adapté. Après donc nous pourrons présenter la méthode d'estimation.

1.1. Choix des variables

Dans la littérature de manière théorique ou empirique, nous pouvons ressortir plusieurs mesures des conflits. Il s'agit entre autres les données de UCPD (Uppsala Conflict Data Program), Fearon et Laitin (2003), Sambanis (2004), et les données de ACLED. Pour cette étude, nous allons nous focaliser spécialement sur les données de UCPD pour l'analyse et les données de ACLED pour la robustesse. Les données de UCPD sont disponibles pour une période allant de 1989 à 2023, et ceux de ACLED de 1997 à 2023. Toutes nos sources de donnée définissent une guerre civile comme étant un conflit entraînant au moins 1000 morts. Pour la base UCDP et ACLED, les conflits entraînant moins de 25 morts sont des petits conflits. Alors ceci nous emmène à une segmentation des événements en trois catégories. On parle ici des guerres civiles (au moins 1000 morts), des petits conflits (moins de 25 morts) et des conflits (moins de 1000 mais plus de 25 morts). La mesure retenue est une codification binaire inspirée de Bazzi et Blattman (2014). Alors pour un pays et pour une année spécifique, la valeur 1 est attribuée si on enregistre au moins 25 morts et 0 si non.

L'inflation (INFL) : mesure la hausse généralisée et soutenu des prix des biens et des services dans une économie considérant une période donnée. Elle baisse le pouvoir d'achat des personnes et réduit donc la contrainte budgétaire en paraissant les niveaux d'utilités passés. On le mesure ici par le déflateur de PIB de la banque mondiale (WDI). Le déflateur du PIB est un indice qui va mesurer l'évolution des prix de tous les biens et services produits dans une économie.

Le rapport entre les échanges commerciaux et le produit intérieur brut (OUV) : Cette variable mesure l'ouverture commerciale. Elle mesure le poids des revenus d'échanges commerciaux (exportation et importation) sur le produit intérieur brut. Plus l'observation est élevée, plus les échanges commerciaux occupent une part importante dans le PIB du pays concerné. Cette variable est mesurée par le rapport entre les exportations plus les importations sur le PIB. Les données proviennent de la WDI de la banque mondiale.

Le Pib par habitant (PIB /hab.) : il se réfère au revenu moyen annuel d'un pays. C'est un rapport entre la PIB et la population. Il est donné en dollar américain. A partir de cet indicateur il devient plus facile de calculer la probabilité qu'une certaine proportion de la société vive sous le seuil de revenu moyen. Les données proviennent également la base de données de la WDI (Banque mondiale).

L'indice de développement humain du PNUD (IDH) : mesure le niveau de vie décent dans un pays. Cet indicateur composite est constitué de 3 indicateurs élémentaires à savoir l'espérance de vie en bonne santé, le niveau de scolarisation et le PIB par habitant. Plus l'indice est élevé, plus le pays a une bonne politique sociale.

Le contrôle de la corruption (GOV). Elle mesure la capacité du pouvoir publique à comprendre les problèmes de son peuple et d'y remédier, sa capacité à éliminer la bureaucratie, les inégalités et la mise en place des règles et lois solides pour l'évolution et l'assurance du bien-être de tout un chacun. Les données proviennent de la banque mondiale et est compris entre -2.5 et 2.5.

La population (POP) mesure la population totale d'un pays. Les données proviennent de la base de données de la WDI de la banque mondiale.

L'AGOA eligibility (AGOA) : elle mesure l'éligibilité d'un pays au programme AGOA à une année donnée. Elle est binaire. Alors pour un pays et pour une année spécifique, la valeur 1 est attribuée si ce dernier est éligible au programme et 0 si le pays ne l'est pas.

Le nombre d'ethnie par pays : Cette variable provient d'ethnologie et résume le nombre d'ethnie représenté dans un pays. Cette variable est stable dans le temps et n'intègre qu'une variance dans la dimension individuelle.

Tableau 2 : Statistique descriptive des variables.

	Conflit (Indice)	pib/hab	trade/pib	Inflation	Human Development Index	Pop	AGOA Eligibility	ethnic	Open to sea
Count	726	712	623	666	686	726	726	726	726
mean	0,442149	1610,318	63,75781	12,04166	0,485452	24936026	0,805785	69,09091	0,606061
std	0,496984	1889,153	24,38494	37,3116	0,094355	33244827	0,395868	96,43422	0,488959
min	0	110,4609	2,698834	-8,97474	0,26	1257380	0	3	0
25%	0	554,1855	46,82354	2,176852	0,42	8072364	1	23	0
50%	0	822,5871	59,33243	5,595306	0,48	14360675	1	41	1
75%	1	1650,015	77,80395	10,68029	0,5475	26854883	1	66	1
max	1	10273,8	156,8618	557,2018	0,74	2,19E+08	1	520	1

Source : Auteur à partir des données présentées plus haut

1.2. Méthode Empirique et Spécification du modèle

Selon Samuel Bazzi et Christopher Blattman (2014) une modélisation des effets de l'ouverture commerciale sur les conflits se présente sous la forme générale de :

$$C_{it} = \alpha + X_i\beta + S_{it}\theta + v_{it} \quad (1)$$

Où C : est la variable endogène du conflit du pays i à l'année t ;

X_i : est le vecteur des variables invariants temporels pour les pays ;

S : le vecteur des caractéristiques individuelles variant dans le temps pour chaque pays ;

v_{it} : est le terme d'erreur qui peut se modéliser comme suit.

$$v_{it} = \mu_i + \eta_t + \varepsilon_{it} \quad (2)$$

μ_i : Représente l'effet fixe individuel du modèle, η_t : l'effet fixe temporel et ε_{it} le terme d'erreur. Les indices $i = 1, 2, \dots, 23$; et $t = 2001, 2011, \dots, 2023$ indiquent les pays et les années respectivement. Les termes d'effet fixe et d'erreur satisfont les hypothèses suivantes :

$$E(\mu_i) = E(\eta_t) = E(\varepsilon_{it}) = E(\mu_i \cdot \eta_t) = E(\mu_i \varepsilon_{it}) = E(X_{it} \cdot \varepsilon_{it}) = \mathbf{0}$$

Les chercheurs pour résoudre le problème peuvent alors utiliser soit une méthode linéaire ou encore une méthode non linéaire. Cependant ce modèle présente selon Bazzi et Blattman (2014) lors de l'estimation de ses coefficients pour les effets de l'ouverture commerciale de sérieux problèmes. Le vecteur de variable invariant à travers le temps peut présenter des problèmes d'endogénéités et introduit donc des biais que nous avons modélisés ici avec les effets fixes individuels. Deuxièmement les effets des ouvertures commerciales sur les conflits peuvent ne pas être directs. Ce qui entraîne une corrélation entre la variable d'ouverture commerciale et le terme d'erreur. De plus lors des chocs des prix des produits sur le marché international, cela peut prendre du temps pour impacter les conflits. Un autre problème réside dans le fait que certains conflits impactent également la structure du commerce international. On a alors à faire à un problème de causalité inverse. Si nous n'introduisons pas dans ce contexte une variable retardée, nous aurons à faire face à des biais d'estimation dû à la corrélation entre la variable de l'ouverture commerciale et du terme d'erreur.

La solution proposée pour résoudre ce problème est d'envisager l'utilisation d'une modélisation dynamique. Le modèle se présente alors sous cette forme :

$$C_{it} = \alpha + \gamma_1 C_{it-1} + X_i \beta + S_{it} \theta + v_{it} \quad (3)$$

Avec C_{it-1} la variable retardée des conflits.

Le modèle que nous allons utiliser dans cette étude est la suivante :

$$C_{it} = \alpha + \gamma_1 C_{it-1} + \sum_{m=1}^2 X_i \beta_m + S_{it} \theta + \sum_{k=2}^n \gamma_k A_{it} + v_{it} \quad (4)$$

$\sum_{k=2}^n \gamma_k A_{it}$: Représente ici les variables de contrôle que nous avons présentés précédemment. A savoir le Pib par habitant, l'inflation, les inégalités sociales, la qualité des institutions et la population.

$\sum_{m=1}^2 S_{it} \theta$: Ici est représenté par deux variables invariants dans le temps. Nous avons ici modélisé le nombre d'ethnie par pays et l'ouverture de son territoire à la mer.

α : Représente le terme constant,

$\gamma_1, \beta_m, \theta, \gamma_k$ sont les paramètres du modèle respectivement de la variable retardée des conflits, des variables invariants de l'ouverture commerciale et des variables de contrôle.

Dans cette étude, nous utilisons un modèle de panel dynamique. Il est utilisé pour résoudre les problèmes d'endogénéité qui peuvent survenir lors du traitement (Arellano and Bover (1995) ; Blundell and Bond (1998)). En second lieu l'estimateur de GMM prend également en compte les biais dus à la spécificité individuelle. Ce modèle élimine également les problèmes de biais de simultanéité et de causalité inverse. L'estimateur qu'on utilise peut-être le GMM ou encore estimateur de variable instrumentale. Kiviet (1995) tranche entre l'estimateur de LSDV et l'estimateur des moments généralisés (GMM). Il affirme que l'estimateur LSDV est meilleur que celui du GMM et celui des variables instrumentales (IV) sous l'hypothèse d'endogénéité des variables. Puisque dans ce modèle nous avons ressortis selon Bazzi et Blattman (2014) des problèmes d'endogénéité et de causalités inverse, l'estimateur choisit sera celui de GMM ou de IV.

1.2.1. Procédure d'estimation

Comme nous l'avons déjà présenté plus haut, les modèles dynamiques prennent en compte les biais dus à la spécificité individuelle. Et élimine les problèmes dus aux biais de simultanéité et de causalité inverse.

L'estimateur que l'on utilise ici est celui des moments généralisés (GMM). Ainsi, l'on pourrait utiliser soit la méthode des variables instrumentales (IV), soit la méthode des moments

généralisés (GMM). A cet égard, les avantages des GMM sur les IV sont : Si la présence d'hétéroscédasticité ou d'auto-corrélation est confirmée, l'estimateur GMM est plus efficace que le simple estimateur IV. Cependant l'hétéroscédasticité n'est pas présente ou en cas d'homoscédasticité et de non-auto-corrélation, l'estimateur IV est préférable aux GMM. Pour ces raisons, les tests d'hétéroscédasticité et d'autocorrélation sont utiles pour choisir entre IV et GMM.

Comme, nous avons détecté lors du test d'auto-corrélation, la présence d'une auto-corrélation, l'estimateur GMM est choisi dans ce travail. L'estimation directe de l'équation (4) expose l'économètre à un problème de biais d'endogénéité dû à une corrélation de deux types : une corrélation entre une des variables indépendantes et le terme représentant l'effet fixe et une corrélation entre une des variables indépendantes et le terme d'erreur. Une façon d'éliminer les conséquences d'une corrélation du premier type est de transformer les variables de l'équation (4) en leurs différences premières et d'estimer. Ainsi dans les cas des panels dynamiques, pour résoudre le problème d'endogénéité des variables, l'estimateur de la méthode de moments généralisés en différences premières (GMMD) d'Arellano et Bond (1991) est le plus souvent utilisé. Cependant Arellano et Bond (1991) ; Kiviet (1995) et Blundell et Bond (1998) ont montré que l'utilisation de l'estimateur GMM en différence peut être biaisé lorsque : N est fini et T est faible, le nombre de moments est relativement grand par rapport à la dimension individuelle et les instruments sont faibles. Ces derniers préconisent le GMM en système. Le système d'équations ainsi obtenu est estimé simultanément, à l'aide de la méthode des moments généralisés. Blundell et Bond (1998) ont testés cette méthode à l'aide des simulations de Monte Carlo. Ces auteurs ont trouvé que l'estimateur des GMM en système est plus performant que celui en différence première (Arellano et Bond, (1991)) qui n'exploite que les conditions de moments de l'équation en différence première avec comme instruments des variables retardées en niveau. Ce dernier donne des résultats biaisés dans des échantillons finis lorsque les instruments sont faibles.

1.2.2. Résultats de la régression.

Nous allons retrouver dans les tableaux 6 et 7 suivants les résultats de la régression de l'équation (4) présentée plus haut.

Tableau 3 : résultats de la régression 1 :

	1	2	3	4	5	6	7
	Conflitindice	conflitindice	conflitindice	conflitindice	conflitindice	conflitindice	pibhab
L.conflitindice	0.332 (20.53)**	0.344 (30.32)**	0.317 (35.73)**	0.327 (20.93)**	0.335 (49.19)**	0.308 (19.68)**	
tradepib	0.484 (16.97)**	0.524 (25.31)**	0.501 (29.25)**	0.468 (11.73)**	0.521 (20.95)**	0.465 (15.88)**	0.062 (49.06)**
inflation		-0.114 (7.61)**					
pibhab			-0.402 (3.36)**				
pop				0.525 (1.96)			
IDH					0.711 (13.25)**		
gov						0.001 (18.06)**	
L.pibhab							0.983 (3,407.54)**
_cons	0.273 (14.37)**	0.288 (13.49)**	0.359 (14.36)**	0.208 (6.10)**	-0.078 (2.90)**	0.041 (1.87)	0.008 (28.91)**
N	693	693	693	693	693	693	693

* $p < 0.05$; ** $p < 0$

Source : Auteur à partir des données présentées plus haut et de Stata

Nous avons commencé par normaliser certaines variables avec la méthode de normalisation MinMax avec MinMaxScaler de Sklearn(Python) pour éliminer les observations aberrantes de certaines variables. Cette technique ne change pas la variance entre les données mais plutôt ramène les variables à la même échelle pour permettre une meilleure modélisation. Les données deviennent alors :

$$I_t = \frac{x_{it} - \min(X)}{\max(X) - \min(X)}$$

Nous avons par la suite effectué des régressions pour obtenir l'estimation par inférence statistique des paramètres associés à nos variables. La première régression (1) du tableau 6 représente une évaluation de l'impact de l'ouverture commerciale mesuré par le rapport exportation plus importation sur le Pib. C'est donc une régression de notre variable de conflit sur notre variable d'ouverture commerciale. Nous avons obtenu pour cette estimation sur 693 observations dont 33 pays pour 21 ans des estimateurs significatifs. La variable retardée est significativement positive, la valeur de son paramètre est de (0.332). Ce qui témoigne de la continuité temporelle des conflits engendrés par le passé. Alors pour 10 conflits enregistrés sur une année, au moins trois conflits sont reconduits les années suivantes. Cependant, le fait que l'estimateur soit inférieur à 1, montre que les conflits ont tendances à être résolus dans le temps.

L'ouverture commerciale également présente un estimateur significatif et positif de 0.484. Alors sur ce modèle à variable unique, l'ouverture commerciale explique plus de 48% des conflits. Cette variable se propage ainsi à travers ses canaux de transmissions pour influencer les conflits. Le fait que le coefficient soit positif montre que l'ouverture commerciale entraîne des conflits dans la sous-région. Alors pour une augmentation de l'indicateur d'ouverture commerciale de 10%, nous aurons une augmentation des conflits de 4,8%. Comme nous l'avons présenté plus haut, l'ouverture commerciale entraîne les conflits à travers l'accentuation de certains déséquilibres sociaux tels que le l'augmentation des inégalités, de l'indice générale des prix, du chômage, ceci dû à la concentration des activités des pays de la zone à une exploitation de produit de base.

Pour capter ces effets, nous avons alors introduit tour à tour des variables de contrôle. La première variable introduite est l'inflation, associé à notre variable d'ouverture commerciale sur la régression (2) du tableau. Nous observons premièrement une augmentation de la valeur des paramètres des variables précédents qui sont toujours significatif et dont l'impact sur le conflit est plus grand. Le paramètre de l'inflation quant à lui est significatif mais négatif, traduisant une relation inverse entre l'inflation et les conflits. Selon les résultats obtenus, une hausse du niveau d'inflation conduit à une baisse des conflits de l'ordre de 0.114. Ce résultat est peut-être dû au fait que l'inflation est beaucoup moins variée dans la sous-région, spécifiquement dans les pays de la zone franc ou la parité fixe avec l'Euro garantit une certaine stabilité des prix vis-à-vis de leurs partenaires européens.

Dans la régression (3), nous avons associé le Pib à l'ouverture commerciale. Les résultats montrent que le Pib par habitant à une relation inverse aux conflits. En effet selon l'estimateur du paramètre obtenu, une augmentation du Pib de 10% conduit à une réduction des conflits de

plus de 4%. Ce résultat est en accord avec la théorie des coûts d'opportunités tels qu'expliquée par Grossman (1991) et Hirshleifer (1995) et repris par Dube et Vargas (2013). Ils trouvaient que l'augmentation des recettes d'exportations peut réduire les conflits si cela se traduit par la réduction de la pauvreté et du chômage, et une augmentation du niveau de revenu dans un secteur intensif en main d'œuvre. L'augmentation du niveau de revenu moyen national crée un coût d'opportunité que devront faire face les personnes qui se tournent vers les conflits. La régression (7) montre d'ailleurs la relation positive qui existe entre l'ouverture commerciale et le niveau du Pib par habitant. Selon cette régression, le Pib par habitant augmenterait de 0.062 pour une augmentation d'un point de l'ouverture commerciale.

Les régressions (4, 5, et 6) mettent en avant les effets combinés de l'ouverture commerciale et de la taille de la population, l'indice de développement humain, et la qualité des institutions mesurée ici par la persistance de la corruption et de la bureaucratie. Nous observons que tous les paramètres associés à ces variables sont positifs mais pas tous significatifs. Les variables d'indice de développement humain et de gouvernance sont significatives. L'indice de développement humain augmente donc le niveau de conflit. Ceci s'explique par la corrélation entre l'indice de développement humain et les inégalités. En effet les indicateurs élémentaires qui sont utilisés pour calculer l'indicateur composite de l'indice de développement humain sont souvent touchés par leurs caractéristiques vis-à-vis des inégalités. Le niveau de scolarisation, l'espérance de vie et même le revenu comporte des inégalités qui biaisent l'indice. Pour la gouvernance, l'augmentation des conflits est due à la mauvaise gouvernance et à la corruption qui rendent les populations très mécontentes et fait l'objet des événements comme les soulèvements, revendications ou encore des émeutes. La valeur de l'estimation du paramètre associé est très élevée, témoignant ainsi de l'ampleur importante et la contribution significative de cette variable à l'explication des événements de conflits en Afrique subsaharienne.

Le paramètre associé à la population n'est pas significatif. Nous n'avons pas suffisamment d'information à ce niveau pour déduire une quelconque implication de la taille de la population dans les conflits. Nous avons essayé d'apporter une solution en intégrant dans nos variables une variable prenant en compte le nombre d'ethnie par pays. La régression n'a pas été concluante non plus et l'estimateur reste non significatif. Certainement par ce que la taille de la population compte peu et que le nombre d'ethnie n'est pas également très détaillant. C'est plutôt la dispersion, la complémentarité et les divisions ethniques qui sont importantes et expliquent très souvent les conflits (Joan Esteban et al. (2012)), (Klaus Desmet *et al.* 2023). En combinant toutes les variables pour la régression comme le montre le tableau de la régressions 2, régressions 5, quatre de nos variables restent significatives%). L'estimateur de l'ouverture commerciale reste quasiment constant après l'ajout de nouvelles variables. On peut donc déduire une stabilité du coefficient de cet estimateur.

Tableau 4 : Résultats test de régression 2

	conflitindice	conflitindice	conflitindice	conflitindice	conflitindice
L.conflitindice	0.315 (19.05)**	0.317 (16.35)**	0.304 (28.14)**	0.273 (7.67)**	0.226 (2.45)*
Tradepib	0.467 (12.12)**	0.503 (12.08)**	0.406 (4.82)**	0.346 (3.85)**	0.395 (5.61)**
Opentosea	-0.291 (1.86)	-0.025 (0.18)	0.049 (0.77)	-0.157 (0.89)	-0.052 (0.55)
ethnic	-0.955 (0.80)	-1.173 (1.07)	-0.957 (0.73)	-1.400 (0.98)	-1.687 (0.88)
pibhab		-0.475 (3.65)**	-0.729 (3.18)**	-0.580 (1.87)	-1.064 (4.25)**
Pop			0.966 (2.03)*	0.415 (0.75)	-0.786 (0.67)
gov			0.001 (20.29)**	0.001 (8.04)**	0.001 (17.42)**
inflation				0.156 (0.49)	-0.120 (1.62)
AGOAEligibility				0.028 (2.06)*	
HumanDevelopmentIndex					1.395 (0.94)
_cons	0.554 (3.07)**	0.502 (2.86)**	0.163 (0.88)	0.401 (1.61)	-0.080 (0.09)
N	693	693	693	693	693

* $p < 0.05$; ** $p < 0.01$

Source : Auteur à partir des données présentées plus haut

2. Technique d'estimation.

Pour notre modèle, nous avons réalisé des tests pour sectionner l'estimateur. Les tests que nous avons réalisés sont destinés à valider le modèle économétrique. Il s'agit des tests de stationnarité, de multi colinéarité, de normalité des résidus, d'hétéroscédasticité et d'autocorrélation.

2.1. Test de stationnarité.

Les tests de stationnarité permettent de vérifier la stationnarité d'une série. Les tests classiques généralement utilisés sont le test de Dickey-Fuller (DF), de Dickey-Fuller Augmenté (ADF) et de Phillips-Perron (PP). En panel, nous avons le test de Im Pesaran et Shin (IPS) celui de Levin Lin Chu (LLC), et ADF de Pedroni. Chacun de ces tests a comme hypothèse nulle la non-stationnarité de la série. Les hypothèses sont présentées comme suit :

$H_0 : \rho = 1$ La série comporte une racine unitaire

$H_a : \rho < 1$ La série ne comporte pas de racine unitaire. La série est stationnaire

Règle de décision :

Si la P-value calculée est inférieure au seuil de signification α spécifié, on rejette l'hypothèse nulle de non-stationnarité de la série.

Les résultats du test de stationnarité selon la technique de Levin-Lin-Chu est présenté dans le tableau suivant. Les résultats des tests de racine unitaire de Levin-Lin-Chu montrent que les séries INFL, OUV, PIB/hab, IDH qui représentent l'inflation, l'ouverture commerciale, le Pib par habitant et l'indice de développement humain sont stationnaires à niveau. Il n'existe donc pas de racine unitaire pouvant causer un biais de prévision. Cependant, les séries Conflit, l'efficacité gouvernementale, la population et la variable AGOA sont non stationnaire. Pour résoudre ce problème de stationnarité nous avons décidés de procéder par différenciation. Ainsi les séries conflit et population sont différenciées d'ordre 1 tandis que l'efficacité gouvernementale est intégrée d'ordre 2 et AGOA est intégré d'ordre 3.

Tableau 5 : Résultat du test de Levin Lin Chu

Variable	Test de LLC		
	Statistique	Probabilité	Ordre d'intégration
C	-2.6298	0.0043	I(1)
INFL	-2.6501	0.0040	I(0)
OUV	-2.0979	0.0180	I(0)
PIB/hab	-3.4038	0.0003	I(0)
GOV	-7.6889	0.0000	I(2)
POP	-5.5252	0.0000	I(1)
IDH	-9.4334	0.0000	I(0)
AGOA	-10.2169	0.0000	I(3)

Source : auteur à partir des données présentées plus haut et du logiciel Stata

2.2. Test de multi colinéarité

Ce test vérifie l'existence d'une corrélation partielle entre les variables exogènes du modèle. Selon le critère basé sur la Variance Infactor Factors (VIF) l'absence d'une multi colinéarité est envisagée si les VIF de chacune de nos variables est inférieur à 10. En cas de multi colinéarité, les estimateurs ne sont plus à variance minimale. Il devient alors risqué de faire des tests statistiques sur les estimateurs car on court le risque de rejeter l'hypothèse H_0 à tort (erreur de premier espèce). Le tableau suivant nous présente les résultats du test de la VIF sous stata.

Ces résultats nous montrent que les VIF associées à chacune de nos variables sont inférieures à 10. Nous ne pouvons donc pas soupçonner de multi colinéarité dans notre modèle.

Tableau 6 : résultat test de multi colinéarité

Variable	VIF	1/VIF
PIB/hab	2.87	0.348528
IDH	2.63	0.379952
Ouv	1.33	0.749363
Pop	1.16	0.865540
gov	1.09	0.915262
INFL	1.03	0.970902
Mean VIF	1.69	

Source : Auteur à partir des données et Stata

2.3. Hétéroscédasticité

En cas d'hétéroscédasticité, tout comme la multi colinéarité, les variances ne sont plus minimales (efficaces). L'inférence statistique est donc biaisée. Les tests d'hétéroscédaticité classique sont le test de Breusch-Godfrey-Pagan, de Goldfeld, de Gleisjer et de White. Nous allons effectuer ici le test de Breusch-Pagan.

Les hypothèses sont :

H_0 : Les résidus sont homoscédastiques.

H_a : Les résidus sont hétéroscédastiques.

Règle de décision :

Si la P-value calculée est inférieure au niveau de signification α on accepte l'hypothèse alternative d'hétéroscédasticité.

Le résultat du test Breuch Pagan suivant affiche une probabilité de Fisher correspondante supérieur à 0,05. Donc nous acceptons l'hypothèse nulle H_0 et concluons que les résidus sont homoscédastiques.

Tableau 7 : test d'hétéroscédasticité

Chi2(1)	0.01
Prob > chi2	0.9391

Source : Auteur à partir de Stata

2.4. Test d'autocorrélation

On a une autocorrélation des erreurs lorsque les erreurs sont liées par un processus de reproduction. Elle peut être observée pour plusieurs raisons : l'absence d'une variable explicative importante dont l'explication résiduelle permettrait de blanchir les erreurs ou une mauvaise spécification du modèle. La détection de la dépendance des erreurs s'effectue en analysant les résidus. Cette analyse peut être faite par le test de Durbin-Watson ou le test de Breusch-Godfrey et le test de Cumby-Huizinga. Nous utilisons le test statistique de Cumby-Huizinga pour vérifier l'auto-corrélation des erreurs dans notre modèle.

Hypothèse :

H₀ : erreurs non-auto corrélée

H_A: auto corrélation des erreurs à l'ordre q

Règle de décision

Si les probabilités des retards du terme d'erreur sont inférieures à 10% on accepte l'hypothèse alternative de présence d'autocorrélation des erreurs.

Le tableau 4 présente les résultats du test d'autocorrélation de Cumby-Huizinga. Nous constatons que tous les retards du terme d'erreur ont une p value inférieure à 5%. Ainsi, nous rejetons H₀ et concluons que les erreurs sont autos corrélées.

Tableau 8 : test d'auto-corrélation

LM-Stats	Retard	Probabilité	LM-Stats	Retard	Probabilité
304.131	1	0.0000	304.131	1	0.0000
323.944	2	0.0000	119.001	2	0.0000
327.962	3	0.0000	70.239	3	0.0000
328.724	4	0.0000	45.463	4	0.0000
333.913	5	0.0000	39.868	5	0.0000

Source : Auteur à partir de stata

2.5. Test de normalité des résidus

Ce test va nous permettre de savoir si les résidus de la série suivent une loi normale ou non. Plusieurs tests peuvent être utilisés afin de tester la normalité des résidus à savoir le test de Shapiro, ou encore le test de Jarque Bera. Le test de Jarque Bera est effectué dans cette étude. Les hypothèses sont :

H_0 : Les résidus suivent une loi normale

H_a : Les résidus ne suivent pas une loi normale.

Règle de décision

Si la P-value calculée est supérieure au niveau de signification on accepte l'hypothèse nulle de normalité des résidus

Tableau 9 : Test de normalité

Variable	Obs	Pr (Skewness)	Pr (Kurtosis)	Adj chi2(2)	Prob>chi2
Résidus	726	0.4666	0.8530	0.57	0.7523

Source : Auteur à partir de stata

On a des p-value supérieurs à 0.05, Ce qui signifie qu'on ne peut pas rejeter H_0 . Donc les résidus suivent une loi normale.

En somme, d'après notre modèle de panel dynamique, sur la base des données utilisées dans notre étude sur 33 pays et pendant une période de 21 ans, nous avons trouvé des significativités positives entre l'ouverture commerciale et les conflits en Afrique subsaharienne. Nos résultats retracent ainsi les idées propagées par la théorie de la rapacité qui expliquait la relation positive entre l'ouverture commerciale et les conflits. Cette théorie de la rapacité se manifeste principalement au sein de pays principalement exportateur de produit primaire a contenu technologique faible, et intensif en capitaux. Ces produits ne garantissent pas suffisamment la distribution des richesses à travers les différentes couches sociales de la population. Pour ainsi remédier à cette situation, les pays de la sous-région se doivent de diversifier l'ensemble des produits destinés à l'exportation, et investir dans les secteurs intensifs en main d'œuvre.

CONCLUSION

Après les chocs pétroliers de 1973 et 1979, les pays d'Amérique latine et d'Afrique subsaharienne ont subis une forte baisse de la croissance. Largement dépendant de l'exportation des produits de base, les pays ont été confrontés à l'instabilité et à la détérioration des termes de leurs échanges. Dans plusieurs de ces pays, la structure économique n'était pas, adéquate pour répondre positivement aux chocs occasionnés par l'instabilité des recettes d'exportation. Associer à d'autres fléaux comme la mauvaise qualité des institutions et la mauvaise gouvernance pousse au soulèvement de la population. Accompagné à cela, la formation des groupes rebelles dans les zones riches en ressource naturelles.

Nous avons dans cette étude montré la situation instable économique comme sécuritaire en Afrique subsaharienne, qui se manifeste par la faible performance du commerce internationale (une concentration dans l'exploitation des ressources naturelles et des produits de base dont les prix sont instables sur le marché international, un commerce intra zone très faible, et un rapport exportation sur Pib beaucoup trop élevé), également par l'insécurité à cause de nombreux conflits (transfrontalier, guerres civiles, les menaces des mouvements terroristes, les violences envers les populations). Nous avons également établi une correspondance entre l'ouverture commerciale et les conflits en Afrique subsaharienne à travers le contrôle des recettes de ressources naturelles, le caractère exclusif de ces revenus et les abus du a l'exploitation des ressources naturelles.

A partir d'un modèle de panel dynamique sur une période de 21 ans (2000-2020) et 33 pays, nous avons obtenus à travers l'estimateur de GMM de Blundell et Bond (1998), des résultats significatifs. Il en ressort que la forte concentration des pays d'Afrique subsaharienne à l'exploitation des ressources naturelles se manifeste par une augmentation des conflits dans la zone. Un résultat qui est en harmonie avec les résultats de Collier and Hoeffler (1998) ; Miguel, Satyanath, and Sergenti (2004), Bazzi et Blattman (2014). C'est également le cas de Dube et Vargas, (2013) qui confirment que l'exploitation et la commercialisation des matières premières entraîne une augmentation des conflits. C'est donc la théorie de la rapacité qui est vérifié dans le contexte des économies d'Afrique subsaharienne. L'instabilité des recettes d'exportation conduits à une instabilité de la croissance, le déficit de la balance commerciale, des problèmes de financement de projet innovent étant donné que les recettes du commerce internationale est la principale source de revenu des pays de la zone. Nous n'avons pas cependant dans cette étude pris le temps de déterminer les effets uniques d'exportation des produits agricole, de des ressources naturelles sur les conflits en Afrique subsaharienne.

Les recommandations de notre étude aux autorités politiques ainsi qu'aux acteurs de marchés sont de diversifier dans un premier temps la base des produits d'exportation en développant le secteur agricole, en investissant dans la transformation des produits afin d'augmenter la part des produits manufacturés (moins volatile) dédié à l'exportation. Diversifier également les zones de production pour éviter l'exclusion géographique de certaines populations, améliorer la qualité des institutions tout en facilitant la transparence et la responsabilité des dirigeants politiques. Lancer et financer les programmes de réduction de la pauvreté et des inégalités afin d'augmenter le cout d'opportunité des conflits.

BIBLIOGRAPHIE

- ❖ ACLED. (s.d.). Récupéré sur <https://acleddata.com>
- ❖ **Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. A.** (2003). An African Success Story: Botswana. In *In Search of Prosperity: Analytic Narratives on Economic Growth* (pp. 80-119). Princeton University Press.
- ❖ **al., O. e.** (s.d.). Supporting Information. Récupéré sur www.pnas.org/cgi/content/short/1205130109
- ❖ **Ansoms, A.** (2009). Re-engineering rural society: The visions and ambitions of the Rwandan elite. *African Affairs*, 108(431), 289-309.
- ❖ **Aremu, J. O.** (2010). Conflicts in Africa: Meaning, Causes, Impact and Solution. *International Multi-Disciplinary Journal, Ethiopia*.
- ❖ **Bazzi, S., & Blattman, C.** (2014). Economic shocks and conflict: Evidence from commodity prices. *American Economic Journal: Macroeconomics*, 6(4), 1-38.
- ❖ **Berman, N., Couttenier, M., Rohner, D., & Thoenig, M.** (2017). This mine is mine! How minerals fuel conflicts in Africa. *American Economic Review*, 107(6), 1564-1610.
- ❖ ***BETHANY LACINA, . N.** (2005). Monitoring Trends in Global Combat: A New Dataset of Battle Deaths. *European Journal of Population*.
- ❖ **Blair, R. A., Blattman, C., & Hartman, A.** (2021). Predicting local violence: Evidence from a panel survey in Liberia. *Journal of Peace Research*, 58(2), 254-268.
- ❖ **Blattman, S. B.** (2014). Economic Shocks and Conflict Evidence from Commodity Prices. *American Economic Journal: Macroeconomics*.
- ❖ **Broadman, H. G.** (2007). Africa's Silk Road: China and India's New Economic Frontier. *World Bank Publications*.
- ❖ **Burke, M. B., Miguel, E., Satyanath, S., Dykema, J. A., & Lobell, D. B.** (2009). Warming increases the risk of civil war in Africa. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 106(49), 20670-20674.
- ❖ **Burton, J.** (1990). Conflict: Human needs theory. *St. Martin's Press*.
- ❖ **Bøås, M., & Torheim, L. E.** (2013). The Trouble in Mali—corruption, collusion, resistance. *Third World Quarterly*, 34(7), 1279-1292.
- ❖ **Caldwell, J. C., & Caldwell, P.** (1990). High fertility in sub-Saharan Africa. *Scientific American*, 262(5), 118-125.
- ❖ **Chen, W.** (2020). The Belt and Road Initiative: opportunities and risks for Africa's connectivity. *Journal of African Trade*, 7(1-2), 47-57.
- ❖ **Cheston, S., & Kuhn, L.** (2002). Empowering women through microfinance. In *Pathways out of Poverty* (pp. 167-228). Kumarian Press.
- ❖ **Christopher Blattman and Edward Miguel.** (2010). Civil War. *Journal of Economic Literature*.
- ❖ **Collier, P., & Gunning, J. W.** (1999). Explaining African economic performance. *Journal of Economic Literature*, 37(1), 64-111.
- ❖ **Collier, P., & Hoeffler, A.** (2004). Greed and grievance in civil war. *Oxford Economic Papers*.
- ❖ **Coser, L. A.** (1956). The functions of social conflict. *Free Press*.

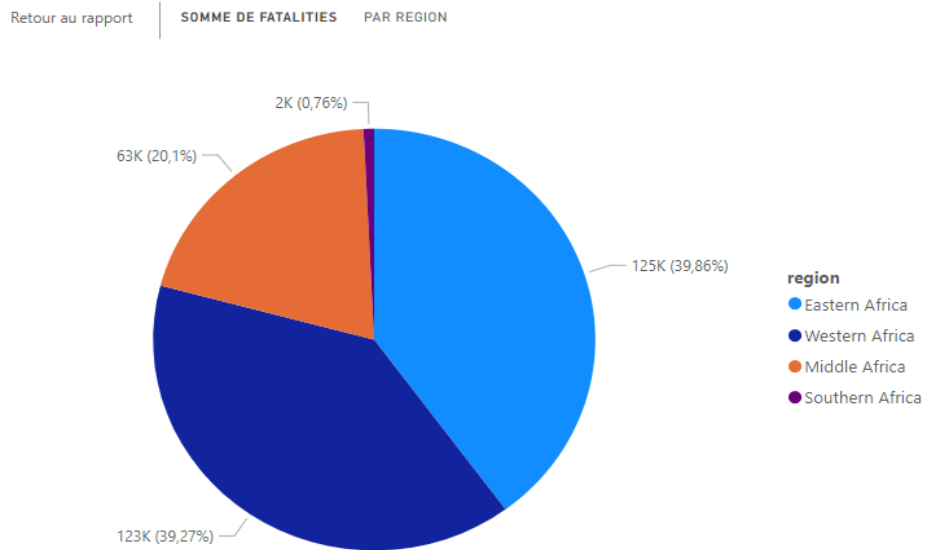
- ❖ **Dahrendorf, R.** (1959). Class and class conflict in industrial society. *Stanford University Press*.
- ❖ **Deng, F. M.** (2011). War of Visions: Conflict of Identities in the Sudan. *Brookings Institution Press*.
- ❖ **De Waal, A.** (1997). Famine crimes: Politics & the disaster relief industry in Africa. *African Rights & the International African Institute*.
- ❖ **Desmet, K., Gomes, J. F., & Rico, D. M.** (2023). Ethnic distance and conflict: Evidence from African trade. *Journal of Development Economics*, 156, 102718.
- ❖ **Edward Miguel, S. S.** (2004). Economic Shocks and Civil Conflict: An Instrumental Variables Approach. *Journal of Political Economy*.
- ❖ **Eoin McGuirk, M. B.** (2017). The Economic Origins of Conflict in Africa. *National Bureau of Economic Research*.
- ❖ **Ernesto Dal Bó, P. D.** (2004). Workers, Warriors and Criminals: Social Conflict in...
- ❖ **FEARON, W. D.** (2005). Primary Commodity Exports and Civil War. *The Journal of Conflict Resolution*.
- ❖ **Frazer, G., & van Biesebroeck, J.** (2010). Trade growth under the African Growth and Opportunity Act. *The Review of Economics and Statistics*, 92(1), 128-144.
- ❖ **Gathani, S., & Stoelinga, D.** (2013). Understanding Rwanda's Agribusiness and Manufacturing Sectors. *International Growth Centre*.
- ❖ **Gaulme, F.** (2018). Conflits d'Afrique subsaharienne : l'éternel retour ? *politique étrangère*.
- ❖ **Giddens, A.** (1985). The nation-state and violence. *University of California Press*.
- ❖ **Gislain Stéphane Gandjon Fankem, A. K.** (2023). Conflits et développement financier en Afrique subsaharienne. *Revue d'économie politique*.
- ❖ **Grossman, H. I., & Mendoza, J.** (2004). Territorial conflict and the limits of government authority. *Journal of International Economics*, 62(2), 393-408.
- ❖ **Grossman, H. I.** (2004). Peace and War in Territorial Disputes. *National Bureau of Economic Research*.
- ❖ **Gyimah-Boadi, E.** (2007). Political Parties, Elections and Patronage: Random Thoughts on Neo-Patrimonialism and African Democratization. In *African Democracy and Development* (pp. 21-35). Edward Elgar Publishing.
- ❖ **Halvard Buhaug, J. K.** (2006). Local determinants of African civil wars. *Political Geography*.
- ❖ **Herbst, J.** (1993). The structural adjustment of politics in Africa. *World Development*, 21(8), 1325-1333.
- ❖ **Hsiang, S. M., Meng, K. C., & Cane, M. A.** (2011). Civil conflicts are associated with the global climate. *Nature*, 476(7361), 438-441.
- ❖ **Humphreys, M.** (2005). Natural Resources, Conflict, and Conflict Resolution: Uncovering the Mechanisms. *Journal of Conflict Resolution*.
- ❖ **Humphreys, M., & Weinstein, J. M.** (2007). Demobilization and reintegration. *Journal of Conflict Resolution*, 51(4), 531-567.
- ❖ **Huntington, S.** (1996). The clash of civilizations and the remaking of world order. *Simon & Schuster*.

- ❖ **Hyden, G.** (1980). Beyond Ujamaa in Tanzania: Underdevelopment and an Uncaptured Peasantry. *Heinemann*.
- ❖ **Joshua D. Angrist, A. D.** (2005). Rural Windfall or a New Resource Curse? Coca, Income, and Civil Conflict in Colombia. *National Bureau of Economic Research*.
- ❖ **Katherine Barbieri, R. R.** (s.d.). Economic Globalization and Civil War. *Journal of Politics*.
- ❖ **Klaus Desmet, J. F.** (2023). Ethnic Remoteness Reduces the Peace Dividend from Trade Access.
- ❖ **Kose, S. C.** (2013). IMF Working Paper.
- ❖ **Laitin, J. D.** (2001). Ethnicity, Insurgency, and Civil War.
- ❖ **Lengeler, C.** (2004). Insecticide-treated bed nets and curtains for preventing malaria. *Cochrane Database of Systematic Reviews*, (2).
- ❖ **Lee, M. C., & Ndulo, M. (Eds.)**. (1995). Regional integration and trade liberalization in sub-Saharan Africa: Vol. 1. Framework, Issues and Methodological Perspectives. *Palgrave Macmillan*.
- ❖ **Lloyd, C. B., & Mensch, B. S.** (2008). Marriage and childbirth as factors in dropping out from school: An analysis of DHS data from sub-Saharan Africa. *Population Studies*, 62(1), 1-13.
- ❖ **Loayza, N. V., & Rigolini, J.** (2006). War and welfare: Political costs of war in rural Colombia. *World Bank Policy Research Working Paper*.
- ❖ **Marx, K., & Engels, F.** (1848). The Communist Manifesto. In *The Marx-Engels Reader* (pp. 469-500). W.W. Norton & Co.
- ❖ **McGuirk, E., & Burke, M.** (2017). The Economic Origins of Conflict in Africa. *National Bureau of Economic Research*.
- ❖ **McGuirk, E., & Zambaldi, E.** (2017). Commodity Prices and Violence in Sub-Saharan Africa.
- ❖ **Mehlum, H., Moene, K. O., & Torvik, R.** (2006). Institutions and the Resource Curse. *The Economic Journal*, 116(508), 1-20.
- ❖ **Miguel, E., & Satyanath, S.** (2011). Re-examining Economic Shocks and Civil Conflict. *American Economic Journal: Macroeconomics*.
- ❖ **Mill, J. S.** (1848). Principles of Political Economy with Some of Their Applications to Social Philosophy. In *The Collected Works of John Stuart Mill* (Vol. 2).
- ❖ **Mkandawire, T.** (2015). Colonial legacies and post-independence Africa. *The Oxford Handbook of Africa and Economics: Volume I: Context and Concepts*, 2, 17.
- ❖ **Montalvo, J. G., & Reynal-Querol, M.** (2005). Ethnic polarization, potential conflict, and civil wars. *American Economic Review*, 95(3), 796-816.
- ❖ **Murshed, S. M.** (2010). Explaining Civil War: A Rational Choice Approach. *Edward Elgar Publishing*.
- ❖ **North, D. C.** (1990). Institutions, institutional change and economic performance. *Cambridge University Press*.
- ❖ **Nunn, N., & Puga, D.** (2012). Ruggedness: The blessing of bad geography in Africa. *Review of Economics and Statistics*, 94(1), 20-36.
- ❖ **Olsson, O.** (2009). On the democratic legacy of colonialism. *Journal of Comparative Economics*, 37(4), 534-551.

- ❖ **Panth, S., & others.** (2016). The Social Determinants of Conflict in Sub-Saharan Africa. *World Bank*.
- ❖ **Prunier, G.** (2009). From Genocide to Continental War: The Congolese Conflict and the Crisis of Contemporary Africa. *Hurst Publishers*.
- ❖ **Robinson, J. A., & Parsons, Q. N.** (2006). State formation and governance in Botswana. *Journal of African Economies*, 15(S1), 100-140.
- ❖ **Sachs, J. D., & Warner, A. M.** (1997). Sources of slow growth in African economies. *Journal of African Economies*, 6(3), 335-376.
- ❖ **Said, E.** (1978). Orientalism. *Pantheon*.
- ❖ **Snyder, R., & Bhavnani, R.** (2005). Diamonds, blood, and taxes: A revenue-centered framework for explaining political order. *Journal of Conflict Resolution*, 49(4), 563-597.
- ❖ **Sørli, E. M., Gleditsch, N. P., & Strand, H.** (2005). Why Is There So Much Conflict in the Middle East? *The Journal of Conflict Resolution*, 49(1), 141-165.
- ❖ **Sundberg, R., Eck, K., & Kreutz, J.** (2012). Introducing the UCDP non-state conflict dataset. *Journal of Peace Research*, 49(2), 351-362.
- ❖ **Tilly, C.** (1978). From mobilization to revolution. *Addison-Wesley Publishing Company*.
- ❖ **UCDP.** (s.d.). Récupéré sur <https://ucdp.uu.se/>
- ❖ **UNODC.** (s.d.). Homicide Statistics. Récupéré sur www.unodc.org
- ❖ **Van der Walle, N.** (2001). African Economies and the Politics of Permanent Crisis, 1979-1999. *Cambridge University Press*.
- ❖ **World Bank.** (s.d.). World Development Indicators. Récupéré sur <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>
- ❖ **World Development Indicators.** (s.d.). Récupéré sur https://databankfiles.worldbank.org/public/ddpext_download/indicators.zip

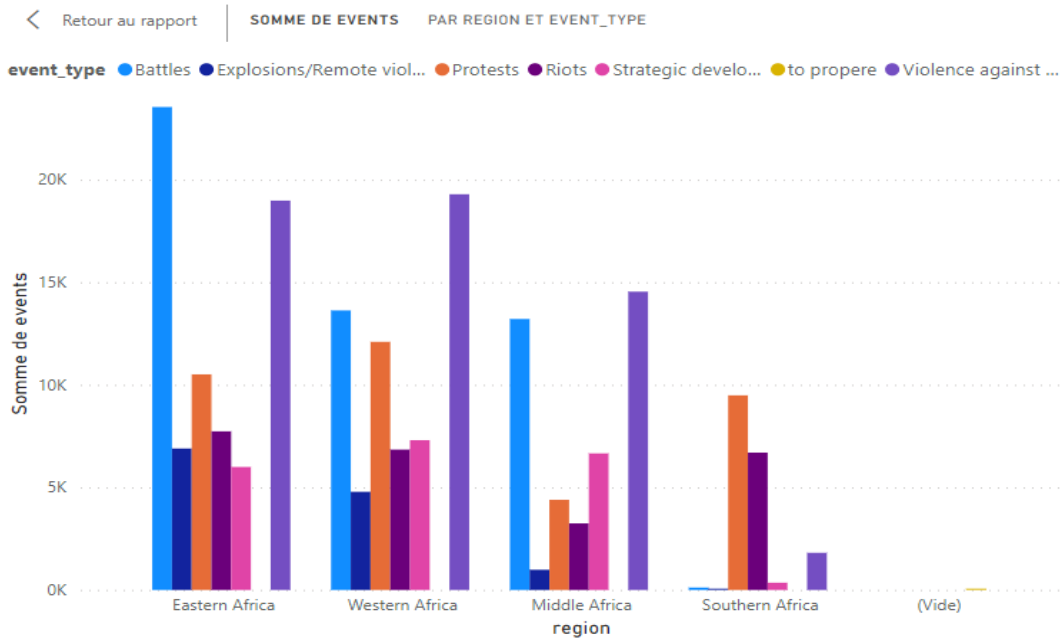
ANNEXE

Figure 7 : Répartition des fatalités par communauté économique de la sous-région ASS



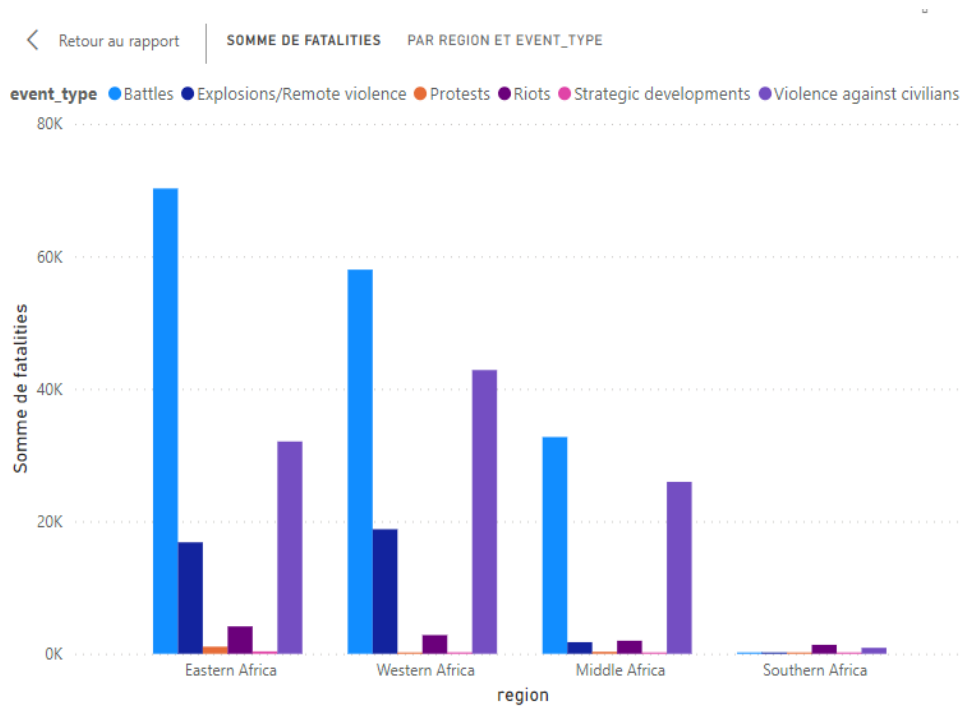
Source : Auteur à partir des données de ACLED et de Power BI

Figure 8 : Somme des évènements par type et par communauté économique



Source : Auteur à partir des données ACLED et de Power BI

Figure 9 : Somme des fatalités par région et par type d'événement



Source : Auteur à partir des données ACLED et de Power BI

Table des matières

REMERCIEMENTS	ii
RÉSUMÉ	iii
ABSTRACT	iv
LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES	vi
1. Les Figures	vi
2. Les Tableaux	vi
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 : REVUE DE LA LITTÉRATURE	3
1. LES FONDEMENTS THÉORIQUES SUR LES POLITIQUES COMMERCIALES ET LES CONFLITS	3
1.1. DÉFINITIONS	3
1.2. CONCEPTS THÉORIQUES ET EMPIRIQUES	5
2. LES CAUSES ET DÉTERMINANTS DES CONFLITS.....	8
CHAPITRE 2 : CONTEXTE ECONOMIQUE ET POLITIQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE	12
1. COMMERCE INTERNATIONAL ET PERFORMANCE ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE. 12	
1.1. La dépendance aux recettes d'exportation.....	12
1.2. Une balance de paiement négative.....	14
2. STRUCTURE DU COMMERCE INTERNATIONAL EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE.	16
2.1. Les accords régionaux ou commerce intra zone	17
2.2. Les accords intercontinentaux.....	19
CHAPITRE 3 : LES CONFLITS ET LES CANAUX DE TRANSMISSION DU COMMERCE INTERNATIONAL	22
1. LES CONFLITS EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE.....	22
2. Les différents conflits en Afrique subsaharienne.....	24
2.1. Les conflits transfrontaliers	24
2.2. Les attaques terroristes et les groupes rebelles.....	25
2.3. Les coups d'Etats en Afrique subsaharienne.....	25
3. Les canaux de transmission du commerce international aux conflits	27
CHAPITRE 4 : Analyse Empirique	29
1. Méthodologie	29
1.1. Choix des variables	29
1.2. Méthode Empirique et Spécification du modèle.....	31
2. Technique d'estimation.....	38
2.1. Test de stationnarité.....	38
2.2. Test de multi colinéarité	39

2.3.	Hétéroscédasticité	40
2.4.	Test d'autocorrélation	41
2.5.	Test de normalité des résidus.....	42
CONCLUSION		43
BIBLIOGRAPHIE		44
ANNEXE		48